

Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

LETTRE OUVERTE au Président de la République

Sur l'initiative de M. Léon Lyon-Caen, premier président honoraire de la Cour de Cassation, président du M.R.A.P., plus de trois cents personnalités et délégués d'associations diverses se sont réunis, le 25 février, à l'Hôtel Moderne. Le but de cette conférence était de faire entendre la protestation unanime des patriotes contre la nomination du général hitlérien Hans Speidel au poste de commandant en chef des forces terrestres du secteur « Centre-Europe ». Après un riche débat, dont nous rendons compte en pages 4 et 5, l'assemblée a adopté une émouvante LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. En voici le texte :

Monsieur le Président de la République,

Délégués de plusieurs dizaines d'associations, porte-paroles de la Résistance, des anciens combattants, des victimes du nazisme, citoyens appartenant à toutes les couches sociales et représentant les courants les plus variés de l'opinion publique, nous nous sommes réunis à Paris, le 25 février 1957, hantés par le même souvenir des souffrances, des ruines et des deuils subis par notre pays au cours de la guerre et de l'Occupation.

Ayant examiné les conséquences de la récente nomination du général Hans SPEIDEL au poste de commandant en chef des forces terrestres du secteur « Centre-Europe », nous avons décidé d'en appeler à vous, qui êtes l'autorité suprême de la République, afin de vous exprimer notre angoisse et notre indignation.

Nous ne pouvons admettre que le général SPEIDEL, qui participa deux fois à l'invasion de la France, en 1914 et en 1940, qui fut sous Hitler chef des services de renseignements allemands en France, se voie confier le commandement d'une partie de l'armée française.

Nous ne pouvons admettre que le général SPEIDEL, ancien chef d'Etat-Major du gouverneur militaire de la France occupée, et qui était chargé d'organiser, de surveiller et de contrôler les arrestations et exécutions de patriotes, les rafles et les déportations de juifs, puisse avoir, sous ses ordres, les fils et les frères de ses victimes.

Nous ne pouvons admettre que le général SPEIDEL, qui fut dès le début et jusqu'à la veille de la victoire alliée, un serviteur zélé du régime hitlérien, occupe un poste où il serait appelé à exercer une influence déterminante sur l'avenir de notre pays et de la paix.

Cette nomination, intervenant quelques mois après l'intégration des officiers Waffen-SS, sous les ordres de SPEIDEL, dans la nouvelle armée allemande, heurte notre raison et blesse notre sentiment; elle nous paraît contraire à l'intérêt national comme au véritable rapprochement entre les peuples français et allemand, d'autant plus qu'en Allemagne même des voix nombreuses s'élèvent aujourd'hui contre la remilitarisation et l'esprit de revanche.

Nous ne pouvons oublier les héros fusillés, les martyrs massacrés au temps où SPEIDEL avait la haute main sur l'administration de la France occupée.

Nous ne pouvons oublier l'étoile jaune, les hommes, les femmes et les enfants pourchassés, entassés dans les wagons plombés, livrés aux chambres à gaz et aux fours crématoires.

Rien ne saurait effacer le lourd passé de SPEIDEL, qu'il n'a d'ailleurs nullement renié.

C'est pourquoi, Monsieur le Président de la République, nous vous adjurons d'user de votre haute autorité pour intervenir auprès des pouvoirs publics afin que soit annulée la désignation du général SPEIDEL.

Nous sommes convaincus, ce faisant, d'accomplir un devoir hautement patriotique, de rester fidèles à la mémoire de nos morts, à l'idéal humain pour lequel ils ont combattu. Veuillez croire...

300 personnalités et délégués d'associations proclament :

"NOUS NE POUVONS ADMETTRE LA NOMINATION SCANDALEUSE DE SPEIDEL"

Le Président LYON-CAEN à l'Hôtel Moderne :

"Cette décision est une insulte aux morts et aux survivants de la déportation, un défi à la mémoire des héros tombés pour la Libération"

C'EST devant une foule attentive et chaleureuse que le président Léon LYON-CAEN, par un exposé remarquablement documenté, animé d'une vibrante émotion patrioti-

que, ouvrit la Conférence convoquée sur son initiative, le 25 février à l'Hôtel Moderne.

De nombreuses personnalités, qui s'étaient associées à l'appel lancé quelques jours plus tôt, se trouvaient près de lui, devant la longue table qui tenait lieu de tribune. D'autres, retenues par leurs obligations, avaient envoyé des messages de solidarité.

Dans la grande salle se pressaient plus de trois cents délégués, représentant des milliers d'autres hommes et d'autres femmes. Victimes du nazisme, anciens résistants, anciens combattants, citoyens de toutes appartenances sociales et politiques, leurs visages exprimaient une résolution unanime. Elus dans des dizaines de sociétés, d'organisations diverses, venus de tous les quartiers de Paris, ils entendaient

proclamer ce soir-là, tous ensemble, fermement, solennellement, leur opposition à la nomination de Speidel, général hitlérien appelé, dans le cadre de l'O.T.A.N., à commander l'armée française.

Soirée passionnée, ardente, certes, mais soirée de travail aussi, où allaient être examinés les moyens les plus propres à faire annuler cette décision scandaleuse.

« Vous savez, commence le président Lyon-Caen, la stupeur mêlée d'indignation que cette mesure provoqua dans les milieux les plus divers, quand fut connu le passé de Speidel... »

« L'émotion qu'elle a suscitée dans la conscience de ceux qui n'ont pas tout oublié et ont conservé, pure et sans tache, quelque fibre patriotique, fut et reste

(Suite page 4.)

Un entretien avec Yves CIAMPI retour du Japon

— « Droit et Liberté », l'organe du M.R.A.P...

— Vous savez, moi, je suis un fanatique de l'antiracisme!...

Les présentations étaient faites. Nous ne pouvions que nous comprendre. Car ce fanatisme-là échappe à la règle: il est sans doute le seul que, dans ces colonnes, nous ne saurions blâmer. Surtout si, comme c'est le cas pour Yves Ciampi, l'élan du cœur s'allie à la raison même, au clair examen de la réalité.

Yves Ciampi continuait :

— Des racistes en 1957! C'est inconcevable. Et pourtant c'est vrai. En ce moment, le racisme redresse dangereusement la tête. Pourtant, la compréhension entre les races, entre les peuples, est vitale pour l'avenir du monde... Alors, je pense qu'il faudrait pouvoir lutter contre le racisme 24 heures sur 24.

(Suite page 8.)



Quand Speidel faisait visiter au Führer son « cher Paris »...

Dans ce numéro

● C'EST AINSI QUE NAIT LE RACISME... Une grande enquête de Maurice Decraiene (p. 2).

● LE QUARTIER LATIN, champ de manœuvres des commandos fascistes. Témoignage d'un étudiant (p. 3).

● LES LIVRES, par Raph Feigelson (p. 6).

● L'ALGERIE A L'HEURE DE LA PACIFICATION, par André Saint-Cyr (p. 7).

● ARYENNE, MA SŒUR, par Bertolt Brecht (p. 8).

Parasite de la vie quotidienne

... C'est ainsi que naît le racisme

LORSQUE l'on constate le nombre et l'horreur des crimes commis au nom du racisme, des camps de torture au meurtre du jeune Emmett Till, en passant par tous les lynchages et les jugements arbitraires, on ne peut s'empêcher de penser qu'il faut que les êtres qui les commettent soient animés de quelque mobile ou de quelque prétexte obscurcissant leur intelligence pour posséder l'abominable courage qui les incite à violer les lois de la plus élémentaire humanité.

Or il est certain que de profondes raisons économiques sont souvent à l'origine de cette distinction faite entre des êtres de couleurs, de nationalités ou de religions différentes. Mais là n'est pas le seul motif qui permet au racisme de subsister, car il est bien évident que certains individus, les plus acharnés à combattre des hommes qu'ils estiment leurs inférieurs, ne sont pas assez intelligents ou instruits pour comprendre ces circonstances économiques, et sans doute que, s'ils les comprenaient, ils ne seraient pas racistes. Il a donc fallu que ce complexe de supériorité leur soit inculqué par des moyens à leur portée. Ce sont tous ces moyens que nous allons rechercher successivement et dénoncer en montrant le rôle néfaste qu'ils jouent dans la persistance du racisme, bien que parfois ils paraissent à première vue insignifiants et peu condamnables.

Le milieu familial

Il est absolument logique qu'un enfant acquière et conserve, tout au moins au début de son existence, l'opinion des parents et des proches parmi lesquels il vit.

Or que voulez-vous que pense du nègre, du nord-africain, du gitan, du juif ou du jaune un enfant qui n'en entend parler autour de lui qu'avec une sorte de mépris, si ce n'est de haine? Respectant les adultes qu'il côtoie, aimant et admirant ses parents et souvent influencé par ses camarades, il ne pourra qu'accepter et faire siennes les idées que son entourage exprime devant lui.

Il apprendra donc que le nègre est un grand enfant habitué à vivre tout nu et que, ses ancêtres ayant mangé de la chair humaine, il lui reste un fond de barbarie inexpugnable, que le nord-africain est voleur, cruel et fainéant, qu'il fait travailler sa femme et se couche à l'ombre d'un figulier, que le gitan n'est bon à rien, charpenteur de poules et ravisseur d'enfants, que le juif est avaré, obséquieux, sale, que l'asiatique est fourbe, sadique et qu'il se nourrit de mets ignobles et indignes d'un « blanc civilisé ».

Selon le penchant de la famille, on épargnera parfois une de ces races méprisées, mais il y a de fortes chances pour qu'on accentue alors son hostilité envers les autres et que l'on continue de les accuser de tous les défauts et de tous les méfaits. Que l'on ne dise pas : « Je ne suis pas raciste » si l'on persiste à déformer et condamner les réflexes et la philosophie d'une quelconque de ces races, car le propre de l'antiracisme est de faire abstraction de tout sentiment de séparation ou de ségrégation, de toute répulsion envers une quelconque

communauté ethnique et non pas d'admettre ou de « tolérer » certaines d'entre elles tout en conservant ses préjugés envers les autres.

En retenant le cas de l'enfant élevé dans un cercle où l'on est demeuré obstinément partial, intransigeant envers certaines populations, peut-être même chauvin, nous constatons que cet enfant en subit les conséquences normales et s'incruste peu à peu et de plus en plus dans sa conviction absurde de prééminence et du bienfondé de ses préjugés discriminatoires.

Même s'il a eu la chance d'oublier ou de ne prêter qu'une attention distraite à ces considérations racistes, il n'est pas encore dégage du sentiment qu'on va lui communiquer sciemment ou inconsciemment. Il entendra à longueur de journée le regrettable mot « mèteque » appliqué avec mépris à n'importe quel personnage au type racial différent du sien et, également, tous ceux qu'il finira bien par employer avec la certitude d'une bonne conscience; à savoir : « bicot, crouille, youpin, youdich, negro, chinetoque, polak », et tant d'autres, tous aussi triviaux, dédaigneux et insultants!

Peut-être que son grand-père lui racontera avec vantardise ses guerres, ses conquêtes colonisatrices; animé lui aussi de préjugés qu'il tient de légendes et de mythes aussi injustifiés que déplorables, il y a fort peu de chances

vraiment pas très éloignées de la haine. On lui construit une opinion toute faite qu'il gardera peut-être toute sa vie sans avoir eu, en aucune manière, à souffrir de tel ou tel représentant de la race qu'il méprise.

Quelques aspects de l'enseignement

LES sources du racisme ne jaillissent pas que dans le cercle familial de l'enfant, mais également dans son milieu scolaire. On le verra, sous l'impulsion de camarades quelquefois plus vieux et déjà contaminés par

Une grande enquête de Maurice DECRAIENE

le virus raciste, railler ou mettre en quarantaine un enfant d'une autre origine ethnique.

De plus, lorsqu'on lui enseigne l'histoire des guerres, prend-on toujours la peine de justifier l'adversaire vis-à-vis de son intelligence de petit citoyen d'un certain pays qui se réclame obligatoirement de la justice? Certainement pas. Et l'on se complait même souvent à lui dépeindre l'ennemi passé sous son jour le plus odieux. Ceci dépasse le cadre des races ou, du moins, de celles que l'on a coutume de discerner entre les autres, et pourtant l'enseignement germanique n'est-il pas différent du français, et, selon qu'un enfant vit d'un côté

ou de l'autre de la frontière, n'appréhend-il pas différemment les causes et les conséquences d'une guerre ainsi que ceux qui en sont responsables?

Le simple mot « invasion » sera remplacé dans certains manuels scolaires du pays envahissant par « conquête » ou « avance victorieuse de nos troupes », et dans le pays envahi par « déferlement des hordes barbares », « lâche agression », etc. (1)

Les distractions

ON content d'imposer à l'enfant des passés où foisonnent des guerres et des querelles ethniques, et que nous oserions qualifier de fratricides, on risque de lui offrir, dès son plus jeune âge, des poupées et des baigneurs auxquels quelques fabricants donnent une apparence grotesque, déformée, accentuant outrageusement les particularités de la race qu'ils veulent représenter jusqu'à suggérer à l'enfant que les hommes qui ont servi de modèles pour ces jouets ne peuvent que lui être inférieurs.

On lui fait lire des romans de colonisateurs ou d'explorateurs où le blanc, par le seul prestige de la couleur de sa peau et de son intelligence « supérieure », devient

le roi ou le dieu d'une tribu « arriérée »; on le laisse lire des comics tirés à des centaines de milliers d'exemplaires, où rouges et noirs sont le gibier humain donné en pâture au justicier blanc, ainsi que dans de nombreux films du type « western ».

Il faut voir et entendre, le jeudi après-midi, les enfants assistant à ce genre de films. Combien d'entre eux, en quête de rêves d'aventures, ont souhaité être le bon héros blanc, vainqueur de ces sauvages, démoniaques, traîtres, cruels et alcooliques? Mais nous parlerons plus longuement du racisme dans le spectacle.

On emploie dans un vocabulaire courant le mot désignant l'appartenance ethnique des minorités méprisées comme un qualificatif synonyme de certains défauts. Ainsi, par exemple, on traite de « juif » un enfant qui ne veut pas prêter ses jouets, ou de « chinois » un compliqué, un dissimulé.

On singe grossièrement l'individu d'une autre race en accentuant sa prononciation défectueuse, on montre des dessins humoristiques, et l'on raconte des blagues où il est éternellement accusé des mêmes tares que l'être non évolué à vite fait de considérer comme raciales. Des chansons dans le genre de celle-ci : « Quand j'ai parti de Sidi-Bel-Abbès... » qui se chante obligatoirement avec un accent dénigrant sont autant d'atteintes à la dignité de la totalité de la race qu'elles bafouent dans un de ses représentants, fût-il imaginaire.

Or j'affirme qu'il restera toujours quelque chose de néfaste dans l'esprit de l'homme qui aura subi au cours de son enfance cette incubation du racisme s'il n'a pas eu, par la suite, les moyens de se recomposer une opinion plus impartiale.

(1) Il va de soi que la lutte véritable contre le racisme et le chauvinisme suppose la dénonciation, sans distinction de nationalité, des hommes et des forces (économiques, politiques) qui portent la responsabilité des guerres ou autres crimes contre l'humanité.



Les enfants ne sont pas naturellement racistes...

pour qu'il attribue à l'adversaire un rôle glorieux ou tout au moins respectable.

Ne croyez pas cette cause futile car elle imprègne profondément l'esprit de l'enfant, et il est possible qu'il conservera toute son existence le ressentiment que lui aura inoculé le bon vieillard, avec ses anecdotes archaïques et nettement enjolivées.

Les crimes, les viols, les indécences ne lui seront pas épargnés lorsqu'ils émaneront de l'un des membres d'une de ces castes jugées comme inférieures... On ajoutera même la rituelle petite phrase : « C'est normal, c'est un... ». Peut-être aussi : « On devrait se débarrasser de tous ces gens-là ! » Et là on ne fait guère qu'accroître une forme de pensée que l'on trouve fréquemment dans une certaine presse et que nous examinerons dans un prochain article.

On se sert également de l'homme des communautés mises à l'index comme d'un loup-garou, et c'est : « Si tu n'es pas sage, l'homme noir va t'emmener, et il te mangera... » ou « Je vais t'enfermer dans la boutique du vieux juif » ou, encore plus grave parce que plus éloigné de la fiction : « Ne va pas jouer dans la rue, il y a des Algériens. »

Parfois même, la maman empêchera l'enfant de jouer avec tel petit camarade originaire d'une autre race, bien qu'il n'ait pas fait jusqu'alors de distinction et qu'il se soit entendu parfaitement avec lui, car il n'existe pas de discrimination dans l'esprit d'enfants qui jouent ensemble.

On lui apprend à avoir peur, et la peur, la méfiance ne sont

Cela dépend de vous...

DE nombreux amis nous ont envoyé, ces dernières semaines, des centaines d'adresses auxquelles nous ferons parvenir le récent numéro spécial de « Droit et Liberté » sur les menées antisémites et racistes, ou bien (car le tirage supplémentaire est déjà presque épuisé) les numéros suivants.

Chaque numéro de « Droit et Liberté » envoyé, c'est un nouveau lecteur, c'est un antiraciste qui rejoint notre combat.

Mais sait-on ce que cette action nécessaire représente du point de vue financier?

Des journaux bien plus puissants que le nôtre, bénéficiant de subventions, d'une abondante pu-

blicité, ont succombé. C'est dire l'effort que représente chaque numéro qui paraît, dont le prix de revient, personne n'en doutera, est supérieur au prix de vente.

Il nous faut donc l'aide de nos amis, de tous nos amis. Cette aide est nécessaire pour étendre toujours plus l'influence de « Droit et Liberté » et aussi pour permettre au M.R.A.P. de renforcer son action.

Amis, il faut faire beaucoup plus. Il faut placer autour de vous les cartes du M.R.A.P., il faut nous adresser des dons, des abonnements de soutien.

C'est de chacun de vous que dépend la vie et l'efficacité du M.R.A.P. et de « Droit et Liberté ».

Sociétés

Kock-Zelekow : 10.000 ; Sydlovic : 10.000 ; Lodz : 30.000 ; Zirardov : 10.000 ; Ofwotzk : 5.000 ; Amis du Carreau du Temple : 13.400 ; Radom : 25.000 ; Brest-Litovsk : 10.000 ; Amis de Przytyk : 10.000 ; Gobelins : 20.000 ; Vilnois : 8.000.

Collectes

Société Avenir Mutualiste : 8.100 ; Section du 5^e : 6.000 ; Avner : 12.000 ; Chaitman : 1.500 ; Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs (section Saint-Quentin) : 23.500.

Donateurs

Wilmette : 300 ; Della Torre : 1.000 ; K. : 20.000 ; Stuclovici : 500 ; Pechman : 1.000 ; Chikouri : 250 ; Wilmette : 500 ; Zuckerman : 5.000 ; Klavder : 5.000 ; Neuman : 1.000 ; Szalman : 500 ; Albert : 1.000 ; Schuskin : 5.000 ; Strilrever : 1.000 ; Fichtenbaum : 5.000 ; Astrowiecki : 1.000 ; Peulman : 1.000 ; Rappoport : 5.000 ; Studi : 3.000 ; Dr Sidi Tchwin : 5.000 ; Dr Dalsace : 5.000 ; Mlle Turk : 300 ; Diamant : 1.000 ; Flaker : 1.000 ; Lucien Lévy : 5.000 ; Arbitrouer : 10.000 ; Zygband : 500 ; Strygler : 2.000 ; Yves Vestris : 1.000 ; Dr Francis Lozard : 5.000.

« J'aurais aimé exprimer ce malheur des hommes qui ne vivent pas où ils sont nés. » — Elsa TRIOLET.

ELSA TRIOLET Le rendez-vous des étrangers

Un volume de 450 p. (20,5 x 14,5). Typographie en deux couleurs :

Relié demi-cuir 1.500
Relié pleine toile verte, dos et plats ornés 1.300

PRESENTATION SPECIALE :

Un coffret formant emboîtement en toile verte, décoré de fers originaux, comprenant : le volume relié pleine toile et le disque « Grenade » (extrait du roman).
Nombre d'exemplaires limité 1.950

CLUB DES AMIS DU LIVRE PROGRESSISTE

Toute la documentation sur simple demande :
142, boulevard Diderot, Paris (12^e)

DROIT ET LIBERTÉ

91, Fbg St-Denis - Paris-10^e
Tél. : TAL. 48-11 et 45-26

Tarif des Abonnements

Un an : 300 francs
PAYS ETRANGERS
Un an : 430 francs

ABONNEMENT DE SOUTIEN :
1.000 francs

TARIF SPECIAL
POUR LA BELGIQUE
Compte Ch. Post. : 6070-98 Paris
Pour les changements d'adresse
envoyer 20 francs et la dernière
bande

Le gérant : Ch. OVEZAREK

S.I.P.N., 14, Rue de Paradis
— : — PARIS (X^e) — : —

Trav. exécutés par des ouv. syndiqués

LE QUARTIER LATIN

champ de manœuvres des commandos fascistes

6 mai :

Procès en appel des « Nouveaux Maîtres »

Notre enquête sur les menées racistes et factieuses nous conduit aujourd'hui au Quartier Latin. Les groupements qui complotent contre la République en ont fait leur point de ralliement. Leur activité virulente, leurs agressions à l'hitlérienne exigeraient des mesures sévères des pouvoirs publics, pour protéger l'Université. Il n'en est pas ainsi. Mais les étudiants républicains font face avec courage. Forts de leur union, ils sont parvenus à isoler les bandes fascistes, qui devront bien comprendre qu'on ne s'attaque pas impunément à la jeunesse studieuse de Paris.

Nous publions ici le témoignage d'un étudiant sur les incidents et manifestations qui ont eu lieu les samedis 23 février et 2 mars.

Ce samedi là...

ONZE heures du matin. Comme à l'accoutumée, les étudiants sortent des cours, animant brusquement la rue Victor-Cousin. Devant la grande porte de la Sorbonne, plusieurs jeunes gens vendent des journaux de diverses tendances — mais tous antifascistes. Autour d'eux, on se retrouve, on discute — toujours amicalement... C'est un samedi comme les autres, un samedi d'avant-printemps.

Ma's voilà que, venus du Bar du Panthéon et d'un « café-tabac » de la rue Saint-Jacques, arrivent d'autres jeunes, une centaine, l'insulte à la bouche, le poing agressif. C'est l'attaque. Biaggi, chef des « Volontaires de l'Union Française », l'avait annoncée en personne le samedi précédent. Une poignée de « Camelots du Roi » approchent également. La provocation est claire.

Il s'agit de s'opposer aux nervis fascistes (qui, d'ailleurs, ne sont nullement des étudiants). Plus de discussions : les étudiants républicains, sans distinction de tendances, feront face, au coude à coude.

Ils parviennent à défendre l'entrée de la Sorbonne et ferment la porte. Mais les fascistes descendent jusqu'à la rue des Ecoles et, se ruant dans les couloirs, gagnent la cour par l'autre côté. Les policiers présents n'avaient rien fait — bien au contraire — pour empêcher cette incursion dans l'enceinte de l'Université.

Dans la cour, les deux groupes sont maintenant face à face. Déchainés, les voyous hurlent des injures : « Sales métèques ! Youpins ! », mais leurs cris sont couverts bientôt par la voix des étudiants qui scandent avec force : « Le fascisme ne passera pas ! »

Le fascisme ne passera pas, certes, si l'union des républicains se réalise, et elle s'est réalisée ce samedi-là ; mais le danger existe, et il est certain que les fascistes n'hésiteront devant aucun moyen.

Soudain, matraques en mains, des « paras » en uniformes donnent le signal des violences. Ceintures, chaînes de vélos et de motos, barres de fer apparaissent. Des étudiants antifascistes sont blessés. Mais, unis, ils tiennent bon. Les mains nues, mais forts de leur bon droit, ils ripostent avec vigueur. Et les fascistes reculent...

C'est alors que la police intervient, pénétrant dans la cour de la Sorbonne, et des nuées d'agents se précipitent sur... les étudiants, les pourchassent à coups de pèlerine. Ce n'est pas la première fois qu'un tel fait se produit au Quartier Latin. Les fascistes se répandent alors dans les rues avoisinantes et, sans être inquiétés le moins du monde, se livrent à des agressions individuelles. Un commando de « Jeune Nation » se rend même devant le foyer israélite, près du Luxembourg, mais renonce, finalement, au mauvais coup qu'il méditait.

Il y a longtemps qu'au Quartier Latin on n'avait pas vu une attaque fasciste aussi violente. Les méthodes expérimentées pendant la campagne électorale, notamment à la Mutualité et au Vél' d'Hiv', sont utilisées désormais systématiquement sans que les pouvoirs publics s'émeuvent.

Le vendredi 1er février, devant la Faculté de Médecine, rue des Saints-Pères, les triblions ayant été repoussés par les étudiants antifascistes, la police, déjà, était

intervenu pour arrêter sept de ces derniers.

Le vendredi 25 janvier, le Comité de la Paix de Propédeutique devait tenir une réunion salle des Sociétés Savantes. Des dizaines de fascistes bottés, casqués, armés, menacèrent ouvertement de l'attaquer. Rien ne fut fait par les pouvoirs publics pour que soit respecté le droit de réunion. La manifestation fut remise, et les étudiants eux-mêmes en assurèrent alors la protection et le succès.

Il faut y prendre garde. Le Quartier Latin est aujourd'hui le champ de manœuvres des éléments factieux. Les Biaggi, les Tixier-Vignancour, les Xavier Vallat comptent beaucoup sur cette agitation brutale.

Les étudiants républicains, qu'ils soient communistes, socialistes, radicaux, « nouvelle gauche » ou catholiques, ont compris la grande responsabilité qui pèse sur eux.

Unis, ils doivent, ils peuvent faire une réalité du mot d'ordre : « Le fascisme ne passera pas ».

23 février.

Les organisations factieuses

Voici quelques-uns des groupements antirépublicains qui s'agitent actuellement au Quartier Latin :

● LA RESTAURATION NATIONALE, en réalité l'Action Française reconstituée, qui groupe quelques poignées de « camelots du roy ». Xavier Vallat et l'avocat Georges Calzant sont leurs maîtres. Des « cercles » de la Restauration Nationale existent dans différents quartiers de Paris et villes de banlieue ou de province. Ils se réunissent généralement dans des cafés. Les commandos de jeunes ont participé aux attaques du carrefour Châteaudun, en novembre dernier, ainsi qu'à l'agression du Vél' d'Hiv' contre Mendès-France au cours de la campagne électorale du 1er secteur de Paris. Ce soir-là, plusieurs autres réunions avaient été décommandées.

● LES VOLONTAIRES DE L'UNION FRANÇAISE (V.U.F.). Ce groupement, dirigé par l'avocat Biaggi, est une véritable organisation paramilitaire, constituée en brigades de choc. Les membres de cette organisation, recrutés essentiellement parmi les anciens parachutistes de la guerre d'Indochine, participent à toutes les manifestations antirépublicaines et expriment à grands cris leur haine antisémite et raciste. Ils se sont livrés, ces derniers temps, à de multiples agressions.

● JEUNE NATION. On peut voir sur les murs de Paris et dans les couloirs du métro les inscriptions de cette organisation fasciste, dont nous avons signalé récemment un tract d'un antisémitisme délirant. Le dirigeant en est Pierre Sidos, fils de Jacques Sidos, chef de la milice exécuté à la Libération. Ce groupement a des attaches étroites avec le « Rassemblement National » de Tixier-Vignancour.

● UNION DE DÉFENSE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE : C'est l'organisation poujadiste, contrôlée par les députés Jean-Marie

Le Boul'Mich' est à nous !

ONZE heures. La place de la Sorbonne commence à se remplir de monde. La police est sur les lieux : trois cars immenses, devant la statue d'Auguste Comte.

Rue Victor-Cousin, rue des Ecoles, des fonctionnaires de l'Université, épaulés par des étudiants, vérifient les cartes des jeunes qui désirent entrer dans la Sorbonne. Aujourd'hui, seuls entreront les authentiques étudiants.

Midi. La cour est noire de monde, et bientôt le silence se fait pour écouter un étudiant d'Afrique noire. Au nom des étudiants de toutes opinions, il parle contre le fascisme, contre le racisme, pour la paix en Algérie.

A midi et demie, les étudiants sortent. Il n'y a pas eu d'incidents. Les nervis de « Jeune Na-

tion », de l'« Action Française », etc., se tiennent cois, groupés dans un coin de la place de la Sorbonne. Le nombre des « métèques » qui défilent dans le calme devant eux les porte à réfléchir. Ils n'auront plus qu'à regagner les quelques cafés qui leur servent de sièges sociaux et de lieux « d'études ».

Les étudiants, eux, ont gagné le Luxembourg. Soudain, une banderole se déploie : « Négociez en Algérie ! », et un cortège descend vers la rue Monsieur-le-Prince.

Intervention de la police qui fonce sur la banderole. Mais le cortège, bientôt reformé, poursuit sa marche pacifique jusqu'au carrefour de l'Odéon, carrefour d'une minute d'émotion quand un autre groupe, venu par la rue Médicis,



Une vue de la manifestation du 2 mars.

vient grossir le flot des manifestants.

Sur les balcons, aux fenêtres, des habitants du quartier applaudissent, nombreux, les mots d'ordre scandés par le cortège : « Négociez en Algérie ! », « Le fascisme ne passera pas ! »

Riposte magnifique, digne, de la jeunesse universitaire, unie et généreuse, aux menées misérables des factieux. Réponse aussi aux pouvoirs publics, qui venaient d'interdire un meeting organisé par des étudiants de toutes opinions à l'occasion de la « Journée anticolonialiste ». Du Boul' Mich' à l'Odéon, du boulevard Saint-Germain à la rue de Grenelle, la voix de la paix, de la démocratie a retenti, ce samedi-là, pendant de nombreux « quarts d'heure... Qui ne seront pas les derniers. »

2 mars 1957.

Les 10 de Drancy ACQUITTÉS

Dix commerçants de Drancy avaient, au début de 1956, signé un tract dénonçant Poujade comme fasciste et comme antisémite. Celui-ci s'estima diffamé et engagea des poursuites. Une particularité de la procédure entraîna la condamnation des commerçants à la peine minimum de 10.000 francs d'amende et 50.000

francs de dommages et intérêts (alors que Poujade en réclamait 500.000), en dépit des brillantes plaidoiries de M^{me} Kraemer-Bach, Mercier, Borker, Baudy et Vergès.

Cette affaire revenait dernièrement en appel. Les commerçants sont acquittés et Poujade devra payer les dépens.

Les antiracistes se réjouiront de ce verdict : justice est faite.

L'événement fut fêté au cours d'une réception amicale, le jeudi 7 mars, à la mairie de Drancy, à laquelle participaient notamment le maire de la ville, des représentants du Secours Populaire Français, des sections socialiste et communiste, et de diverses organisations locales.

Le M.R.A.P. avait, dès le début, participé à la défense des dix commerçants, adressant aux juges un document qui démontrait de façon irréfutable l'antisémitisme de Poujade et de son entourage.

C'est ce que rappela, le 7 mars, notre ami Charles Hutman, dans la brève allocution qu'il prononça au nom du Bureau National, en saluant ce succès de la cause antiraciste et républicaine.

Le Carnet de D. L.

Le professeur HADAMARD Grand-Croix de la Légion d'Honneur

Nous adressons nos félicitations les plus vives et l'expression de notre affectueuse admiration à notre éminent ami M. Jacques HADAMARD, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut, qui vient d'être élevé à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur.

Mariage

On nous fait part du mariage de Mlle Denise Zederman avec M. Georges Valero, qui a eu lieu le 18 février à Lyon. Toutes nos félicitations, et nos meilleurs vœux de bonheur.

Nos deuils

Notre amie Ida Fischman, dévouée militante du 20^e arrondissement, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère, Mme Cheva Ziskind, âgée de 88 ans. Nous lui exprimons, ainsi qu'aux familles Gohelf et Luftman, les affectueuses condoléances du M.R.A.P. et de « Droit et Liberté ».

La section strasbourgeoise du M.R.A.P. exprime ses sincères condoléances à son militant dévoué Armand Rosenzweig, ainsi qu'à sa mère et à sa famille, pour la perte cruelle qu'ils viennent de subir par le décès de son jeune frère Jean Rosenzweig, mort à l'âge de 22 ans à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris.

Le Comité.

La Conférence du 25 février à l'Hôtel Moderne

" Nous ne pouvons admettre la nomination du général Speidel " ...

(Suite de la page 1)

d'autant plus vive qu'elle intervient au lendemain de l'intégration des anciens officiers SS dans l'armée allemande en formation, mesure qui alarma déjà profondément l'opinion publique, et à l'heure où se développent insolemment en France des menées factieuses et un danger fasciste, auxquels aucune action gouvernementale n'a tenté jusqu'ici de mettre un terme.

Sur la base de faits précis, le président Lyon-Caen évoque alors, à grands traits, la carrière de Speidel, s'arrêtant spécialement au rôle néfaste qu'il joua, en 1941 et 1942 quand, après avoir pris part à la rédaction de la Convention d'Armistice, il fut adjoint à son Stalpnagel comme chef d'état-major du commandant militaire de la France occupée, et fut chargé, en particulier, de la répression contre les résistants et les juifs.

« Comment il conçut et organisa cette répression, nous le savons — de source certaine, malgré les démentis officiels — par des documents photographés, publiés il y a quelque temps par le Comité pour l'Unité Allemande », du chancelier Wirth, reproduisant les notes et rapports que Speidel rédigea à l'époque.

Les personnalités

Voici la liste des personnalités qui se sont associées à la Conférence du 25 février et à ses décisions :

- Mme Lucie AUBRAC, agrégée de l'Université, Croix de Guerre, Rosette de la Résistance; MM. Claude AVELINE, écrivain; Paul BASTID, ancien ministre, membre de l'Institut; Albert BAYET; J.-J. BERNARD, écrivain; Elie BLONCOURT, ancien député; André BLUM, conservateur au Musée du Louvre; Henri BULAWKO, secrétaire général du Cercle B. Lazare; Jean CASSOU, directeur du Musée National d'Art Moderne; René CERF-FERRIÈRE, ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée Consultative; Robert CHAMBEIRON, député; Mmes CHOMBERT DE LAUWE, ancienne déportée, Croix de Guerre, Médaille de la Résistance; S. COLLETTE-KAHN, secrétaire générale de la Ligue des Droits de l'Homme; M. Pierre COT, député; Mme Suzanne CREMIEUX, conseillère de l'Union Française; MM. Dr. Jean DALBAGE; Dr. DANOWSKI, président de l'Union des Anciens Combattants et Engagés volontaires Juifs; Jacques DEBU-BRIDEL, sénateur; Mme Denise DEQUERDEMANCHE, secrétaire générale de l'Association des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française; MM. Henri DESOILLE, professeur à la Faculté de Médecine; Adolphe ESPIARD, ancien directeur du Ministère des Anciens Combattants; Mme Yves FARGE; M. Edmond FLEG, écrivain; Mme Mathilde GABRIEL-PERI, députée, présidente de l'Association des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance; M. Dr. QINSBOURG, président du Cercle Bernard Lazare; Mme Rose GUERIN, députée, déportée résistante; M. Jacques HADAMARD, membre de l'Institut; Mme HALWACHS-BASCH; MM. Léo HAMON, sénateur; André HAURIOU, professeur à la Faculté de Droit; Henri HERTZ, écrivain; L. HOVNANIAN, député; Georges HUISMAN, conseiller d'Etat; V. JANKELEVITCH, professeur à la Sorbonne; Général JOINVILLE, député; Frédéric

« Ils sont édifiants... »
Le Président Lyon-Caen cite les rapports reproduits dans le dernier numéro de « Droit et Liberté », où Speidel énumère complaisamment les mesures de répression prises par les autorités allemandes, les exécutions, les rafles et déportations de juifs, où il annonce qu'à la demande de l'occupant un tribunal vichyste a augmenté le nombre des patriotes condamnés à la suite d'un attentat...

« Mais, dit-on encore, Speidel a été un résistant », un anti-hitlérien. Le président Lyon-Caen souligne :
« A quelle date s'est donc manifestée son hostilité contre l'hitlérisme? En juillet 1941. Il ne s'est senti anti-hitlérien que lorsqu'il a vu tout perdu, qu'il était de son intérêt de sauver la face, de se créer un alibi, de se garantir pour l'avenir contre les conséquences d'une débauche qu'il voyait certaine.

« Et puis n'espérons pas la sens et la portée de sa prétendue hostilité à Hitler. Ceux qui ont étudié cette période de la guerre ont montré que Speidel serait surtout de trait d'union entre Rommel et Stalpnagel, les deux grands acteurs du complot. Speidel se rangeait à l'avis du président et modéré de Rommel. Celui-ci tomba en disgrâce. Speidel, lui, tira son épingle du jeu. Il ne fut pas interné, comme on l'a dit. Mais il fut simplement poursuivi sur la dénonciation de Kaitel, échappé à la pendaison que subirent une certaine d'officiers compromis plus que lui dans la conspiration, fut déclaré innocent par un « cour d'honneur » le 4 octobre 1944.

« Puis il minqua sa honte, et après avoir battu en retraite aux côtés de son Keube, successeur de Rommel, qu'il put échapper au châtimant qui s'abattait sur les criminels de guerre, en faisant valoir ses idées européennes... »
« En définitive, il y a bien des réserves à faire sur la soi-disant volte-face de Speidel. En tout cas, faite d'opportunisme et de double jeu, trop tardive pour être sincère, elle ne l'empêche pas d'être et de rester un représentant authentique du militarisme allemand, et ne saurait

« C'est lui qui est chargé de les organiser, de les contrôler, de les surveiller; il en accède le rythme, et il en rend compte au Führer. »

Un habile manouvrier

Dans une deuxième partie de son exposé, le Président Lyon-Caen refuse tout à tour les arguments avancés par les avocats de Speidel.
« A ceux qui déclarent que cette nomination est dans la logique

Jacques MADAULE : "Accepter serait une honte"

L'éminent historien et philosophe lit la liste des personnalités présentes ainsi que les messages, et déclare :

« Si vous permettez que je vous livre le fond de ma pensée, je crois qu'il serait difficile de trouver en Allemagne, aujourd'hui, un général absolument pur de toute espèce de complicité avec les horreurs nazies. Mais, à supposer que ce « merle blanc » existe dans l'armée allemande, nous avons la certitude que ce n'est pas le général Speidel.

« Par conséquent nous n'avons pas tellement à nous prononcer sur une question qui risquerait à la rigueur — pas beaucoup, je crois — de nous diviser, et à sa-

Le Professeur JANKELEVITCH : "L'impossible choix"

M. V. JANKELEVITCH, professeur à la Sorbonne, apporte « l'adhésion la plus pleine et la plus complète » du Comité juif contre le réarmement allemand, que préside M. Biemel. Il lit la résolution adoptée récemment par ce Comité, condamnant la nomination de Speidel.
« J'estime, pour ma part, ajoute-t-il, qu'il serait très difficile de trouver un officier alle-

« effacer sa participation effective aux déportations et aux exécutions de résistants qui ont plongé dans le deuil tant de familles françaises. »

Un obstacle au rapprochement franco-allemand

« Mais qu'on ne se méprenne pas sur nos sentiments, poursuit le président Lyon-Caen. Notre attitude n'est pas inspirée par une hostilité de principe au rapprochement entre les ennemis d'hier, ni dictée par le désir de tenir éternellement rigueur au peuple allemand pour s'être rendu activement ou passivement complice des crimes du nazisme.

« On peut souhaiter une réconciliation avec les Allemands, la fin d'une des périodes les plus tristes de notre histoire, celle des guerres franco-allemandes, sans mettre au pinacle un général qui doit à Hitler sa brillante carrière depuis 1933, et dont le nom est et restera associé dans l'histoire au martyre des déportés et des fusillés de la Résistance... »

« Lançons donc un appel, conclut le président Lyon-Caen, à l'opinion publique et au gouvernement pour que soit reconstruite et rapportée une décision qui est une insulte aux morts et aux survivants de la déportation, un défi à la mémoire des héros tombés pour la libération de la patrie. »

« Enfin, notre président souligne que, si la Conférence est due à l'initiative du M.R.A.P., celui-ci « n'entend nullement s'en attribuer le mérite ou la priorité... Nous sommes tous ici, indique-t-il, associés sur un pied d'égalité, à une commune protestation contre une décision qui choque la raison en même temps qu'elle froisse et blesse ce qu'il y a de plus profond, de plus humain ou d'occulte de Français patriotes. »

Jacques MADAULE : "Accepter serait une honte"

L'éminent historien et philosophe lit la liste des personnalités présentes ainsi que les messages, et déclare :

« Si vous permettez que je vous livre le fond de ma pensée, je crois qu'il serait difficile de trouver en Allemagne, aujourd'hui, un général absolument pur de toute espèce de complicité avec les horreurs nazies. Mais, à supposer que ce « merle blanc » existe dans l'armée allemande, nous avons la certitude que ce n'est pas le général Speidel.

« Par conséquent nous n'avons pas tellement à nous prononcer sur une question qui risquerait à la rigueur — pas beaucoup, je crois — de nous diviser, et à sa-

Le Professeur JANKELEVITCH : "L'impossible choix"

M. V. JANKELEVITCH, professeur à la Sorbonne, apporte « l'adhésion la plus pleine et la plus complète » du Comité juif contre le réarmement allemand, que préside M. Biemel. Il lit la résolution adoptée récemment par ce Comité, condamnant la nomination de Speidel.
« J'estime, pour ma part, ajoute-t-il, qu'il serait très difficile de trouver un officier alle-

Albert BAYET : "Un Français ne peut que dire : NON !"

C'est le professeur A. BAYET qui est maintenant au micro. Comme ancien combattant de 1914-1918 et comme ancien résistant, il dit quelle fut sa stupeur quand il apprit « que le gouvernement français donnerait son acquiescement à la nomination du général Hans Speidel ».

« En fait, on se moque de nous, déclare-t-il, quand on nous somme de déclarer si nous sommes prêts à accepter, ce serait renier tout ce que nous nous sommes battus pendant quatre ans. Beaucoup sont morts; alors, nous qui avons l'honneur de servir sous Hitler à titre d'antihitlérien. A moi, on ne devient pas ainsi général, et j'imagine qu'il a donné à Hitler tous les papiers qu'il fallait.

Jacques DEBU-BRIDEL : "La nation est alertée"

La parole est donnée ensuite au sénateur Jacques DEBU-BRIDEL, qui a pris de multiples initiatives pour alerter les Résistants et pour faire connaître la vérité sur Speidel, tant au Parlement que dans l'opinion publique.
« Nous sommes décidés, s'écrit-il, à entreprendre et à mener jusqu'au bout la lutte nécessaire pour que soit annulée une nomination qui constitue en soi un véritable outrage à nos morts et, de plus, une menace certaine pour la paix du monde.

« Je suis, pour ma part, vous le savez, opposé à la C.E.D., ou réarmement allemand, aux formules d'une « petite Europe ». Mais, je tiens à le répéter, ce n'est pas de cela qu'il s'agit; il s'agit uniquement de la nomination de Speidel... Et la présente réunion prouve que nous assistons à un mouvement qui ira beaucoup plus loin que ne le pensent ceux qui croyaient pouvoir réaliser presque clandestinement la désignation de Speidel. »

CONFIDENTIEL!

Voici un document (entre autres) qui établit la lourde responsabilité du général Hans Speidel dans les crimes commis en France par les nazis.
Ce rapport CONFIDENTIEL, reproduit à 7 exemplaires numérotés, rend compte d'une conférence qui s'est tenue le 9 sep-

tembre 1941 « chez le chef d'état-major auprès du commandant militaire », c'est-à-dire dans le bureau de Speidel.

Le rôle important du renseignement est indiqué par le fait que Speidel donne à ses subordonnés les dernières informations sur les mesures de répression prises par le haut-commandement allemand. En voici quelques extraits :

« Le colonel Dr. Speidel a fait connaître les conclusions suivantes :
« Le ministre de l'Intérieur Puchea s'est rendu chez le Commandant-en-chef. Il lui a remis une note dans laquelle il est dit que la condamnation des communistes sur la base de la loi communiste (sic) est insuffisante. Pour l'aspirant allemand de la marine victime d'un attentat, trois condamnations ne constituent pas une punition suffisante... »

« Pour le sous-officier Hoffmann, sur lequel il a été tiré à la gare de l'Est, trois communistes ont été exécutés.

« A Neully, on a tiré sur un membre de la Wehrmacht qui sortait d'un restaurant avec une jeune fille française. Toutefois, il n'a pas été atteint.

« Le 40-41, le deuxième convoi de la Légion des Volontaires français, fort de 800 hommes, est parti pour le Reich; parmi eux se trouvait Monsieur De... »

« 30 000 hommes se sont fait enregistrer, mais 1 500 seulement se sont présentés. Le Commandant-en-chef a interdit toute manifestation d'adieu. »

Au cours de cette même conférence, Speidel fait état de « lettres de l'Est » provenant d'officiers supérieurs et indiquant que les opérations contre l'U.R.S.S. se déroulent de façon satisfaisante.

Le rapport se termine par cette indication :
« La conférence suivante aura lieu le mardi 16-9-41 à 9 h. 30. »

Examinant certains aspects du passé de Speidel, l'orateur souligne que « ce général allemand, qui a servi le régime nazi, est un officier d'état-major et, au sein de l'état-major, officier des services des renseignements », autrement dit des services de renseignements, chargé de ce qui s'appelle en termes moins nobles l'espionnage. »

Ainsi, attaché militaire auprès de l'ambassade d'Allemagne en France, de 1933 à 1938, c'est l'officier qui, en fait, a noué, fil après fil, intrigue après intrigue, les noués qui ont fait naître cette cinquième colonne que nous avons vue à l'œuvre pendant l'occupation. »

René CERF-FERRIÈRE : "La réponse des Résistants"...

Ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée consultative, M. René CERF-FERRIÈRE indique, dans son intervention, que « la Résistance, dans son ensemble, dans son immense majorité, dit « non » à Speidel — même ceux de nos camarades, et je parle ici plus particulièrement de nos camarades socialistes, qui sont dans une position, disons assez désagréable vis-à-vis du gouvernement et qui, malgré tout, avec un certain courage, auquel il faut rendre hommage, sont venus en grand nombre avec nous dire « non » à Speidel.

« De même que la Résistance, poursuit-il, n'est la chose ni d'un homme ni d'un parti, dire « non » à Speidel n'est pas la chose d'un homme ou d'un parti, c'est la chose de la nation française et de tous ceux qui vivent sur notre sol comme des Français. »

Et R. Cerf-Ferrière communique un texte approuvé le jour même par des Résistants de toutes tendances, contre la nomination de Speidel.
« Je suis, pour ma part, vous le savez, opposé à la C.E.D., ou réarmement allemand, aux formules d'une « petite Europe ». Mais, je tiens à le répéter, ce n'est pas de cela qu'il s'agit; il s'agit uniquement de la nomination de Speidel... Et la présente réunion prouve que nous assistons à un mouvement qui ira beaucoup plus loin que ne le pensent ceux qui croyaient pouvoir réaliser presque clandestinement la désignation de Speidel. »

M. VILNER : "Un cas de légitime défense"

Président de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs de France, M. VILNER dit leur opposition inébranlable à « la reconstitution du militarisme allemand en général » et à « l'intolérable nomination du bourreau nazi Speidel en particulier ».

« Aucune autorité, s'écrit-il, aucune considération d'opportunité politique ne saurait nous obliger à accepter d'obéir à l'un des grands responsables de la mort de nos innombrables camarades et de notre propre détresse, sans péjorer et bafouer les principes élémentaires de la dignité humaine... »

« Notre action contre le général Speidel est légitime. »

B. ADAM : "Pour l'avenir de nos enfants"

Au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, B. ADAM constate : « Ce qui arrive aujourd'hui, tous les adversaires de la résistance du militarisme allemand l'ont prévu... On ne pouvait prévoir, il est vrai, que le leadership de l'Allemagne, du militarisme allemand s'exercerait aussi rapidement, de manière aussi provocante. »

« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »

« Avec des hommes comme Speidel, la soi-disant Europe, c'est l'Europe d'Hitler, celle que l'histoire a condamnée, celle dont les peuples, enchaînés mais insoumis, ont, au prix de cinq

années de sacrifices, fevé l'hy-po-thèque.
« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »

« Je ne sais pas si je vous étonnerai, poursuit-il, en vous disant que, depuis le 3 février, nous n'avons pas encore reçu la réponse du gouvernement. Mais d'autres réponses nous sont venues : la colonie, les attaques diffamatoires, et aussi des explications tendant à nous convaincre que nous étions dans l'erreur et que le bonheur de la France exigeait que le général Speidel fût au commandement ou au moins nommé. »

« Et il cite un journal de province qui, entre autres, affirme que la France ne peut être défendue que par l'armée allemande « la première du monde » et par les généraux allemands, « les premiers généraux du monde ».

« Voilà, s'écrit-il, par quel argument, de bons patriotes, qui nous traitent quotidiennement de mauvais Français, de défaits, de lâches de la patrie, voilà par quel argument ils défendent cette nomination scandaleuse... »

Emile KAHN : "Une alliance contre la démocratie"

« Il ne cessait pas de regretter que la C.E.D. ait échoué, mais, du moins, du compromis qui est advenu avec le traité de Paris, ils veulent tirer tous les avantages de l'alliance étroite entre ce qu'il peut y avoir de plus réactionnaire dans les six pays de la « petite Europe ».

« C'est de cette alliance étroite contre la démocratie que témoigne la présence du général Speidel. Elle en est le signe et la garantie. »

René CERF-FERRIÈRE : "La réponse des Résistants"...

Ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée consultative, M. René CERF-FERRIÈRE indique, dans son intervention, que « la Résistance, dans son ensemble, dans son immense majorité, dit « non » à Speidel — même ceux de nos camarades, et je parle ici plus particulièrement de nos camarades socialistes, qui sont dans une position, disons assez désagréable vis-à-vis du gouvernement et qui, malgré tout, avec un certain courage, auquel il faut rendre hommage, sont venus en grand nombre avec nous dire « non » à Speidel.

« De même que la Résistance, poursuit-il, n'est la chose ni d'un homme ni d'un parti, dire « non » à Speidel n'est pas la chose d'un homme ou d'un parti, c'est la chose de la nation française et de tous ceux qui vivent sur notre sol comme des Français. »

M. VILNER : "Un cas de légitime défense"

Président de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs de France, M. VILNER dit leur opposition inébranlable à « la reconstitution du militarisme allemand en général » et à « l'intolérable nomination du bourreau nazi Speidel en particulier ».

« Aucune autorité, s'écrit-il, aucune considération d'opportunité politique ne saurait nous obliger à accepter d'obéir à l'un des grands responsables de la mort de nos innombrables camarades et de notre propre détresse, sans péjorer et bafouer les principes élémentaires de la dignité humaine... »

« Notre action contre le général Speidel est légitime. »

B. ADAM : "Pour l'avenir de nos enfants"

Au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, B. ADAM constate : « Ce qui arrive aujourd'hui, tous les adversaires de la résistance du militarisme allemand l'ont prévu... On ne pouvait prévoir, il est vrai, que le leadership de l'Allemagne, du militarisme allemand s'exercerait aussi rapidement, de manière aussi provocante. »

Emile KAHN : "Une alliance contre la démocratie"

« Il ne cessait pas de regretter que la C.E.D. ait échoué, mais, du moins, du compromis qui est advenu avec le traité de Paris, ils veulent tirer tous les avantages de l'alliance étroite entre ce qu'il peut y avoir de plus réactionnaire dans les six pays de la « petite Europe ».

« C'est de cette alliance étroite contre la démocratie que témoigne la présence du général Speidel. Elle en est le signe et la garantie. »

René CERF-FERRIÈRE : "La réponse des Résistants"...

Ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée consultative, M. René CERF-FERRIÈRE indique, dans son intervention, que « la Résistance, dans son ensemble, dans son immense majorité, dit « non » à Speidel — même ceux de nos camarades, et je parle ici plus particulièrement de nos camarades socialistes, qui sont dans une position, disons assez désagréable vis-à-vis du gouvernement et qui, malgré tout, avec un certain courage, auquel il faut rendre hommage, sont venus en grand nombre avec nous dire « non » à Speidel.

« De même que la Résistance, poursuit-il, n'est la chose ni d'un homme ni d'un parti, dire « non » à Speidel n'est pas la chose d'un homme ou d'un parti, c'est la chose de la nation française et de tous ceux qui vivent sur notre sol comme des Français. »

M. VILNER : "Un cas de légitime défense"

Président de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs de France, M. VILNER dit leur opposition inébranlable à « la reconstitution du militarisme allemand en général » et à « l'intolérable nomination du bourreau nazi Speidel en particulier ».

« Aucune autorité, s'écrit-il, aucune considération d'opportunité politique ne saurait nous obliger à accepter d'obéir à l'un des grands responsables de la mort de nos innombrables camarades et de notre propre détresse, sans péjorer et bafouer les principes élémentaires de la dignité humaine... »

« Notre action contre le général Speidel est légitime. »

B. ADAM : "Pour l'avenir de nos enfants"

Au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, B. ADAM constate : « Ce qui arrive aujourd'hui, tous les adversaires de la résistance du militarisme allemand l'ont prévu... On ne pouvait prévoir, il est vrai, que le leadership de l'Allemagne, du militarisme allemand s'exercerait aussi rapidement, de manière aussi provocante. »

« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »

« Avec des hommes comme Speidel, la soi-disant Europe, c'est l'Europe d'Hitler, celle que l'histoire a condamnée, celle dont les peuples, enchaînés mais insoumis, ont, au prix de cinq

années de sacrifices, fevé l'hy-po-thèque.
« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »

Emile KAHN : "Une alliance contre la démocratie"

« Il ne cessait pas de regretter que la C.E.D. ait échoué, mais, du moins, du compromis qui est advenu avec le traité de Paris, ils veulent tirer tous les avantages de l'alliance étroite entre ce qu'il peut y avoir de plus réactionnaire dans les six pays de la « petite Europe ».

« C'est de cette alliance étroite contre la démocratie que témoigne la présence du général Speidel. Elle en est le signe et la garantie. »

René CERF-FERRIÈRE : "La réponse des Résistants"...

Ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée consultative, M. René CERF-FERRIÈRE indique, dans son intervention, que « la Résistance, dans son ensemble, dans son immense majorité, dit « non » à Speidel — même ceux de nos camarades, et je parle ici plus particulièrement de nos camarades socialistes, qui sont dans une position, disons assez désagréable vis-à-vis du gouvernement et qui, malgré tout, avec un certain courage, auquel il faut rendre hommage, sont venus en grand nombre avec nous dire « non » à Speidel.

« De même que la Résistance, poursuit-il, n'est la chose ni d'un homme ni d'un parti, dire « non » à Speidel n'est pas la chose d'un homme ou d'un parti, c'est la chose de la nation française et de tous ceux qui vivent sur notre sol comme des Français. »

M. VILNER : "Un cas de légitime défense"

Président de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs de France, M. VILNER dit leur opposition inébranlable à « la reconstitution du militarisme allemand en général » et à « l'intolérable nomination du bourreau nazi Speidel en particulier ».

« Aucune autorité, s'écrit-il, aucune considération d'opportunité politique ne saurait nous obliger à accepter d'obéir à l'un des grands responsables de la mort de nos innombrables camarades et de notre propre détresse, sans péjorer et bafouer les principes élémentaires de la dignité humaine... »

« Notre action contre le général Speidel est légitime. »

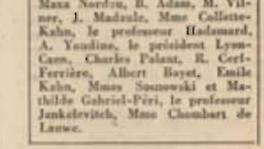
B. ADAM : "Pour l'avenir de nos enfants"

Au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, B. ADAM constate : « Ce qui arrive aujourd'hui, tous les adversaires de la résistance du militarisme allemand l'ont prévu... On ne pouvait prévoir, il est vrai, que le leadership de l'Allemagne, du militarisme allemand s'exercerait aussi rapidement, de manière aussi provocante. »

« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »

« Avec des hommes comme Speidel, la soi-disant Europe, c'est l'Europe d'Hitler, celle que l'histoire a condamnée, celle dont les peuples, enchaînés mais insoumis, ont, au prix de cinq

années de sacrifices, fevé l'hy-po-thèque.
« Il y a cinq mois, dit-il encore, le gouvernement Adenauer décidait de réintégrer dans la nouvelle Wehrmacht les anciens S.S. jusqu'au grade de lieutenant-colonel y compris. Le M.R.A.P. était allé protester au Quai d'Orsay. Le Ministre nous répondit qu'il était impossible au gouvernement français de s'y opposer sans compromettre l'œuvre de rapprochement franco-allemand. »



Nous avons rapproché ici les différentes vues de la tribune de l'Hôtel Moderne, prises par notre photographe. De gauche à droite : Mme Lucie Aubrac, le docteur Danowski, J. Debu-Bridel, Mme Max Nordau, B. Adam, M. Vilner, J. Madaule, Mme Collette-Kahn, le professeur Hadamard, A. Yandine, le président Lyon-Caen, Charles Palant, R. Cerf-Ferrière, Albert Bayet, Emile Kahn, Mmes Sosnowski et Mathilde Gabriel-Peri, le professeur Jankelevitch, Mme Chombert de Lauwe.

Quelques messages

Claude AVELINE
Ecrivain
« Il va de soi que je joins mes vœux à toutes celles qui s'élevaient partout en France contre la nomination de général Hans Speidel.

Belle reconnaissance pour le dévouement de nos camarades de la Wehrmacht qui s'attendaient juillet 1944 pour se découvrir anti-hitlérien — et encore, avec la plus grande prudence !... Une telle nomination est insensée.

J.-J. BERNARD
Ecrivain
« Je vous donne mon plein accord à la protestation contre la nomination de Hans Speidel.

Jean CASSOU
Directeur du Musée National d'Art Moderne
« Je suis entièrement d'accord avec vous pour toute action que pourra entreprendre le M.R.A.P. pour protester contre la nomination du général Speidel.

Robert CHAMBEIRON
Député
« C'est très volontiers que je m'associe à toute initiative que vous prendrez afin que se développe en France la protestation contre une décision qui heurte la conscience de tous les Français.

Edmond FLEG
Ecrivain
« Vous savez que je m'associe de grand cœur à cette protestation, qui s'impose à toute mémoire fidèle et soucieuse d'humaine dignité.

Rose GUERIN
Députée, déportée résistante
« Je vous donne mon accord complet pour participer à l'opposition et à la protestation si nécessaires et capables d'imposer le retrait de la nomination scandaleuse de Speidel.

M. RAPPOPORT :
"Un devoir sacré"
« Au nom de l'Union des Sociétés Mutualistes Juives de France, M. RAPPOPORT évoque l'émotion indigne des familles juives, qui ont toutes souffert des crimes hitlériens, de voir nommer à un poste aussi décisif un général qui a tant fait pour que ces crimes soient possibles.

« Nous nous associons pleinement aux objectifs de cette conférence, déclarait-il. Combattre la nomination de Speidel, combattre le réarmement des bourreaux qui ont livré des millions d'innocents aux chambres à gaz et aux fours crématoires, c'est pour nous un devoir sacré de fidélité à nos morts, comme une nécessité pour la défense de notre avenir. »

« Le 1er avril est proche, conclut-elle, et si notre action n'est pas assez vigoureuse, Speidel tiendra alors s'installer à Fontainebleau. Nous devons, tous ensemble, unanimes, lutter pour empêcher ce bourreau de fouler notre sol. »

« Nous devons coordonner nos efforts, devenir notre action, poursuit-elle, non seulement contre cette nomination, mais aussi contre ceux qui en portent la responsabilité. Il faut, par tous les moyens, faire entendre notre voix. »

« Elle signale en particulier le rassemblement qui doit avoir lieu le 24 mars prochain, sur l'initiative du Comité de Liaison de la

"Nous ne pouvons admettre la nomination de Speidel"

La conférence de l'Hôtel Moderne Quelques messages

(Suite de la page 5)

Docteur HOVNIANIAN Député

Je tiens à vous dire que je partage votre indignation devant une mesure aussi inopportune que la nomination de Hans Speidel. C'est là le résultat de l'action d'hommes politiques soumis à l'emprise d'une mystique européenne, dangereuse quand elle oublie à ce point les réalités.

Georges HUISMAN Conseiller d'Etat

Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis d'accord avec vous sur l'affreuse question Speidel.

Francis JOURDAIN Ecrivain

Je veux espérer qu'en dehors de quelques traitres qui se firent naguère les valets de Hitler, il ne se trouvera pas un Français pour approuver l'incroyable, la honteuse, l'insupportable nomination de Speidel.

Jacques KAYSER Journaliste

Ma protestation rejoint celles qui ont déjà été formulées et je souhaiterais m'associer effectivement aux initiatives nécessaires que vous déclarez.

Maurice-Edmond LEVY Bibliothécaire honoraire du Conservatoire des Arts-et-Métiers

Je ne veux que vous faire parvenir mon complet accord à la protestation indignée contre la nomination de Speidel à un commandement des forces terrestres de l'armée française, véritable soufflet à la mémoire de tant de patriotes et de victimes innocentes.

J. MARCHAND Agrégée de l'Université

Je tiens à vous dire toute ma douloureuse indignation devant la nomination de Speidel. Je m'associe pleinement à votre protestation contre cette mesure révoltante.

MARTIN-CHAUFFIER Ecrivain

Croix de Guerre 1914-18
Rosette de la Résistance
Ancien déporté résistant

Je veux vous dire que je m'associe entièrement aux protestations contre la nomination scandaleuse de Speidel, en conservant l'espoir que ce mouvement sera assez puissant pour obtenir le retrait du général hitlérien.

Armand MEGGLE Directeur

du Centre d'Expansion Française

Père de deux enfants déportés à Buchenwald et à Dora, moi-même interné par la Gestapo, je rougis de honte de voir mon pays, si cruellement éprouvé par la barbarie nazie, accepter qu'à l'un des plus fidèles exécutants d'Hitler soit confié le commandement de troupes françaises, à l'heure précisément où les plus louables efforts sont poursuivis pour le désarmement.

Vice-amiral d'escadre MUSELIER

Ancien commandant en chef
des F.N.F.L. et F.A.F.L.

Je suis tout à fait d'accord avec vous au sujet de la nomination du général Speidel et je souhaite que la protestation patriotique de tous ceux qui n'ont pas oublié impose l'annulation de cette nomination.

LES DÉCISIONS

(Suite de la page 5)

Tirant brièvement les conclusions des débats, M. Jacques Madaule donne lecture du projet de lettre ouverte au Président de la République, qui est adoptée à l'unanimité. Il résume les propositions faites par les différents orateurs :

— Publication de cette lettre sous forme d'affiche ;

— Démarches auprès du Président de la République, du Président du Conseil et des différents groupes parlementaires pour leur faire part de l'émotion des patriotes ;

— Organisation d'une manifestation publique.

Une commission est élue pour mener à bien la réalisation de ces décisions.

Faudra-t-il enlever cette plaque ?



Faudra-t-il enlever cette plaque pour ne pas déplaire au général hitlérien SPEIDEL placé à la tête de l'Armée Française par sa promotion au commandement du Centre Europe.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTI-SÉMITISME ET POUR LA PAIX

Des responsabilités de Speidel

500 otages exécutés

« Le commandant Flicoteaux apporte ultérieurement, en commentant l'« avis » d'Otto Sulpnagel sur les exécutions d'otages, la précision suivante :

« Du 6 septembre 1941, date de la première application de l'avis du *Militär Befehlshaber*, au 1^{er} Juin 1942, date de l'installation du chef supérieur des SS et de la police en France, le nombre des otages exécutés peut être évalué à environ 500. »

Speidel, on le voit, porte la responsabilité directe de ces 500 exécutions.

Le ministre de la Défense nationale s'étant efforcé, au cours de récentes interventions au Parlement, de minimiser la culpabilité du général Speidel, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.) vient de lui adresser une réponse apportant de nouvelles précisions.

Il ressort de cette lettre que les responsabilités de Speidel dans la répression en France, de 1940 à 1942, furent établies naguère de façon irréfutable sous l'autorité même du ministre de la Défense nationale.

Les 13, 14 et 15 septembre 1954, en effet, le commandant Flicoteaux, substitut du commissaire du gouvernement, examinant, au procès Oberg, l'organisation des services allemands sous l'occupation, déclarait :

« En France occupée, l'exercice des droits de la puissance occupante était dévolu au commandant militaire en France (*Militär Befehlshaber in Frankreich*) qui fut, d'octobre 1940 à février 1942, le général Otto von Sulpnagel. « ...Les questions militaires ou susceptibles de répercussions sur la sécurité propre des troupes d'occupation étaient étudiées à l'état-major de commandement dont le chef d'état-major était le colonel Speidel. » (Référence à la cote 12-11-1 du dossier.)

Le 24, à Auboué

Dans son rapport du 28 février 1942 (voir notre dernier numéro), Speidel écrivait :

« En représailles du sabotage d'un transformateur à Auboué, arrestation de 70 communistes et Juifs, en vue de leur déportation dans l'Est. Si l'auteur de l'attentat n'est pas découvert, de nouvelles mesures seront prises... »

Auboué : c'est dans cette petite cité martyre de Meurthe-et-Moselle que le Comité de Liaison de la Résistance organise, le dimanche 24 mars, une grande manifestation nationale du souvenir.

Par le train, en cars, en voitures, les victimes du nazisme, tous les Français qui se souviennent viendront ce jour-là dire solennellement NON à Speidel.

LIVRES

Racisme et faits divers

Il est fréquent qu'un premier roman soit autobiographique.

L'auteur trouve dans sa propre réalité une expérience dont il nous fait part. Au travers de Diaw Falla, « le Docker noir » (1), c'est l'auteur Sembène Ousmane qui jette un cri d'amertume où perce un espoir de justice. En cas personnel, certes, mais dans le cadre de la vie quotidienne d'un monde ignoré des « blancs », et différent, qu'unit l'incompréhension angoissante. C'est la vie misérable des travailleurs immigrés avec, en plus, l'isolement de la couleur ; « A la bataille de l'Atlantique nord nous étions présents, dit un jeune noir. Et maintenant on nous rejette. » Mais Alassane, navigateur puis docker — le seul qui assiste aux réunions syndicales — donne une perspective et un sens aux espoirs de justice et de mieux-être : « Vous devez marcher avec les ouvriers... Ne mettez pas votre couleur en cause. »

Dans ce document sur la vie d'une minorité noire dans un grand port de France, on voit Diaw Falla chercher sa solution. Quand il croit l'avoir trouvée en écrivant un roman, c'est l'escroquerie d'une femme blanche, c'est, par vengeance, le crime d'un

homme bafoué par la justice, et sa chute définitive.

Le personnage, malgré son erreur d'une solution individuelle pour un problème qui est social, retient notre sympathie. Sa douloureuse dualité le plonge dans l'incertitude : « Le docker, qui n'était qu'un être animal mais qui vivait et payait son loyer. L'intellectuel qui ne pouvait résister que dans un climat de repos et de liberté de pensée... Il restait des heures à réfléchir devant son papier, et ce paupérisme mental, né de sa fatigue corporelle, ébranlait son système nerveux. »

Malgré quelques maladresses et certaines faiblesses de style, ce roman a sa place dans une bibliothèque. Pas seulement par son cri déchirant de vérité, mais par les scènes qu'il nous décrit, comme l'enterrement d'Ousmane ou la grève des dockers. Si l'auteur est un travailleur, il est aussi un écrivain qui, peut-être, a trop chargé son livre, mais à quand même exprimé avec nuances l'amour de Diaw pour Catherine et sait préciser un paragraphe descriptif en une phrase lapidaire : « Le matériel était mieux soigné que les portefaix. »

Domage pourtant que ce livre finisse sur une note de lassitude. L'échec de Diaw n'est pas un point final : sa lettre d'outre-mer est une révolte secrète mais où la perte de la liberté s'accompagne de la perte de l'espoir... Pourtant cette lettre de Sembène Ousmane n'est pas sans réponse, puisque, depuis 10 ans, un milliard d'hommes de couleur sont redevenus les maîtres de leur destin, affirmant leur droit à la vie et au respect de leur dignité.

Si la corde de pendu porte bonheur, Norma Wurther doit en avoir besoin pour échapper au remords. C'est sa confession que nous rapporte Armand Neumann dont « Un bout de corde » (2), titre de son roman, est le symbole du lynchage de Billy, le jeune noir qui « était agréable à regarder, même pour

La protestation s'amplifie

Nous avons publié dans notre dernier numéro la protestation que le M.R.A.P. a élevée dès que fut annoncée la nomination de Speidel. La L.I.C.A. a également protesté, ce qui témoigne de l'émotion qui s'est emparée de tous les milieux antiracistes. Nous regretterons seulement que la L.I.C.A., invitée à la Conférence de l'Hôtel Moderne, où étaient représentés tous les courants de l'opinion républicaine, n'ait pas cru bon de s'y associer.

Il nous est impossible de citer ici toutes les initiatives prises pour faire annuler la scandaleuse désignation du général hitlérien à la tête de l'armée française.

Parmi les organisations les plus représentatives qui ont fait entendre leur voix, il faut toutefois signaler : l'Union Française des Associations de Combattants, qui groupe toutes les associations d'anciens combattants, le Comité de Liaison de la Résistance et le Comité d'Action de la Résistance, la Ligue des Droits de l'Homme, le Syndicat National des Instituteurs, etc...

De multiples manifestations de protestation ont lieu, à Paris et en province, devant les monuments aux morts des deux guerres et les plaques commémorant le sacrifice des Résistants.

Signalons également la lettre adressée au Président de la République par plusieurs dizaines de jeunes gens, fils de déportés et de fusillés de la Résistance, qui ont exprimé leur refus de servir sous les ordres d'un responsable de la mort de leurs parents.

En Angleterre, en Italie, en Belgique et en Allemagne même, de nombreuses protestations se sont également élevées.

THÉÂTRE

Irma la douce

Après 100 représentations, *Irma la Douce* (1) continue de remporter, à chaque fois, un nouveau succès, amplement mérité.

A. Breffort, auteur satirique d'une ironie souvent féroce pour ses semblables, a laissé la place à une raillerie plus délicate pour nous conter avec un humour très sentimental une histoire d'amour.

Elle nous est racontée et chantée dans un langage coloré, comme le sont les personnages et leur quartier.

A la gentillesse et la verve qui animent cette histoire, s'ajoute la

musique de M. Monnot en accord parfait avec l'esprit de l'auteur.

La réalisation de R. Dupuy compte pour une large part dans la réussite du spectacle.

Dans les décors ingénieux de Y. Noël, c'est une troupe parfaitement au point qui joue « très d'contracté », ce qui est sans dommage pour le rythme de la pièce, aussi enlevé dans les deux parties.

Nous citerons Colette Renard et Michel Roux, les deux héros qui ont bien du mal à devenir heureux, Philippe Nyst, en pro-

grès constant, et certainement un grand comédien à venir, Maurice Chevit et Guy Pierauid, ce dernier possédant une ressource inépuisable d'effets comiques. Dans la deuxième partie, Bachir Touré, jeune comédien et chanteur noir, interprète de façon très émouvante deux belles chansons.

En résumé, une bonne pièce où s'exprime, bien simplement et très agréablement, l'esprit d'un coin de Paris.

Roger HERMAN.

(1) Au Théâtre Gramont.

UN mot encore. Le racisme a des causes — pas seulement des conséquences. Par delà le drame des victimes, les préjugés de race posent un douloureux problème ; le crime de Diaw Falla et le « viol » de Billy constituent des « faits divers » dont la presse à sensation s'abreuve. Pourquoi ces deux auteurs ont-ils, dans un acte abject, pris le prétexte de livres qui dénoncent l'abjection raciste ? N'est-ce point là se placer au niveau d'un préjugé ?

Raph FEIGELSON.

(1) Nouvelles éditions Debresse
(2) Editions Del Duca.

L'Algérie à l'heure de la pacification

DONC, l'O.N.U. s'est prononcée sur le problème algérien. Si l'Algérie c'est la France, comment admettre que l'Assemblée Générale des Nations Unies ait pu inscrire cette question à son ordre du jour?

Il fallait refuser le débat. Cela fut fait. Quitte à l'accepter plus tard. Cela aussi fut fait.

J'admiraient la tranquille assurance de M. Pineau quand, débarquant à Orly, il déclarait avec une conviction non partagée :

« La motion de l'O.N.U. est très bonne, car elle ne reconnaît pas la compétence des Nations Unies. »

Cette déclaration d'amour-propre satisfait étant radiodiffusée à travers toutes les capitales, on jugera de la neutralité de la haute assemblée internationale par le contenu de cette motion, adoptée à l'unanimité :

« ... Considérant la situation en Algérie qui cause beaucoup de souffrances et de pertes en vies humaines,

« Exprime l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée par des moyens appropriés, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. »

Je ne sais si cette formule peut être interprétée favorablement à la thèse de M. Guy Mollet, car enfin l'O.N.U., en émettant un tel vœu, avait été préalablement informée, non seulement de la situation économique et sociale de l'Algérie, mais encore de l'oppression politique dans laquelle elle se débat, des douleurs et des massacres qui s'y perpétuent...

Quoi qu'il en soit, et c'est une constatation d'évidence, avant ou après l'O.N.U., rien ne se dessine dans le sens d'un rapprochement pacifique.

A New-York, notre président du Conseil a vanté les vertus de l'entente franco-allemande et évoqué les problèmes du nationalisme.

S'interrogeant sur le désir des peuples anciennement colonisés de s'émanciper, il s'est demandé quelle réponse lui donner.

Il a une préoccupation, et la voici : « Faire faire aux peuples indépendants l'économie de l'étape du nationalisme. En Algérie comme en Afrique noire, poursuit-il, la France entend assurer la libération totale des peuples dont elle a la charge, c'est-à-dire la libération individuelle de chaque homme et de chaque femme, leur libération économique et sociale, en les délivrant de la misère, leur libération politique en les mettant à même d'exprimer librement leur opinion... »

Ainsi est-il convenu qu'il existe en Algérie un problème de misère, et il a fallu pour s'en convaincre des blessés et des morts par milliers, depuis le 1er novembre 1954.

Quant aux causes de cette misère, admettons qu'une certaine pudeur retienne d'en parler; mais parlons-en, de cette libération politique qui consiste à mettre le peuple algérien à même d'exprimer librement son opinion.

EN Algérie, faut-il le rappeler, il n'existe aucune presse d'opposition.

Depuis avril 1955, c'est-à-dire la proclamation de l'état d'urgence, tous les journaux d'opposition : *Alger Républicain*, *Liberté*, *Algérie Libre*, *El Bassair*, *République Algérienne*, *Le Transafricain*, *Le Transafricain Algérien*, ont été interdits. Et même, ont été dissous les grands partis nationaux, comme le M.T.L.D., le M.N.A. et le P.C.A.

Soyons justes : à la veille du congrès socialiste de Lille, M. Robert Lacoste avait autorisé l'organe bimensuel de la Fédération des Libéraux d'Algérie.

Il avait nom *L'Espoir*, et pendant les récents débats de l'O.N.U., il paraissait encore. Mais il a fait l'objet de si fréquentes saisies qu'aujourd'hui l'équipe qui l'édite « ne peut plus s'offrir le luxe inutile d'imprimer un journal aussitôt emporté par les policiers ».

Au moins le responsable de la publication de *L'Espoir* n'a-t-il pas encore connu le sort de certains des directeurs des journaux pré-

cités, dont la plupart occupent leurs loisirs soit dans les prisons civiles, soit dans les camps dits d'hébergement.

Mais la saisie est une arme presque aussi redoutable que l'article 80 du code pénal. Quand l'injure et la diffamation ne peuvent être sérieusement retenues, quand la saisie n'a pas été assez rapidement ordonnée, le biais, vous l'avez compris, c'est l'article 80. Les dix secrétaires du Comité National pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord, eux, le savent, qui doivent comparaître pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat parce que, croyant à la liberté de la presse et au rétablissement de l'amitié franco-algérienne, ils avaient édité « La Vérité sur l'Algérie ».

Liberté d'opinion, liberté de la presse, autant d'hérésies inutiles à l'heure de la pacification.

Et les droits de la défense? Je me souviens avoir été chargé de la défense d'un certain... disons Mohamed... Visite courtoise à M. le Procureur de la République; bien entendu je lui parle de Mohamed qu'il ne connaît pas, et aucun juge d'instruction non plus.

Pourtant, ce Mohamed existait bien, et un journal d'Alger me le confirmait le lendemain matin. Alors, nanti de mon journal, je m'en vais retrouver ce même Avocat de la République qui, pour m'être agréable, téléphone aussitôt à la P.J.

— Connaissez-vous Mohamed?
— Pouvez-vous le présenter au juge d'instruction?

— Pas encore? Quand donc?
Et il me fut conseillé de repasser le lendemain à toutes fins utiles.

— Mais, fais-je observer, et la loi de 1897 qui interdit de détenir ainsi les inculpés?...

— La loi de 1897?...

Cela voulait tout simplement dire : « Vous, Monsieur, vous êtes de Paris. Ici, nous sommes à Alger... »

J'en passe... De telle sorte que, lorsque j'apprends que bien des avocats d'Alger, musulmans ou non, qui, en ces circonstances tragiques, se faisaient un devoir d'apporter à leurs clients le réconfort moral de leur assistance et aux parents de ceux-ci les nouvelles, bonnes ou mauvaises, des leurs lorsque j'apprends que ces avocats ont été arrêtés, je suis, bien sûr, choqué au plus profond de moi-même, mais, reprenant mes esprits, je fais observer que pareilles arrestations avaient déjà été faites à Orléansville et à Oran. Je fais observer qu'à Blida un gardien chef de pénitencier entendait que je lui montre le contenu de ma serviette avant de quitter la prison et que mes protestations sont restées lettre morte auprès de ses chefs hiérarchiques.

Mais on saura enfin que, désormais, il n'y a même plus une défense apparente des droits de l'inculpé et que la justice, dans sa manifestation la plus charitable, est tout simplement bafouée.

Et je me pose la question de savoir si, aux temps sombres de l'occupation, les avocats français étaient ainsi inquiétés par l'occupant toutes les fois qu'ils se chargeaient d'assurer la défense de

ceux qui se faisaient prendre, les armes ou non à la main.

Je pense enfin à certains de ces condamnés à mort qui n'auront même plus leur défenseur pour soutenir leur recours devant le Président de la République.

Tout cela n'est-il pas misérable? Mais cela s'appelle, paraît-il, la pacification.

EN attendant, les bras des ultras sont armés, c'est ce qu'un général de parachutistes, « commandant civil et militaire du Grand Alger », appelle encore « procéder à une véritable mobilisation des étudiants qui n'avaient pu entrer dans la territoriale, n'ayant pas accompli de service militaire ».

Alger sera hachuré en arrondissements, îlots, immeubles, et défendu par des milices armées à l'heure du couvre-feu. Les hommes du 6 février algérois ne souhaitaient pas une ascension aussi rapide. A eux les complots fascistes impunis. Aux autres la guillotine. La pacification est au bout. Et elle entraîne avec elle un tel courant d'unanimité qu'il faut aussi arrêter les notables musulmans et de nombreux européens de toutes tendances politiques.

Quand ainsi tous les militants algériens auront été internés, assignés à résidence ou jetés en prison, que toutes les mechtas auront été ratissées, alors le cessez-le-feu viendra tout naturellement, et ensuite les élections!

Nos gouvernants n'auront plus qu'à prendre place en face d'un miroir pour commencer la négociation véritable.

Est-ce ainsi que sera réalisé le vœu de l'O.N.U. d'une solution pacifique, démocratique et juste, conforme aux principes de la Charte des Nations Unies?

Est-ce ainsi que sera réalisé ce grand rêve : assurer la libération totale des peuples par l'économie d'une étape inutile : celle du nationalisme?

André SAINT-CYR.

Les 80 ans de Georges Sarotte

Le 80^e anniversaire de notre ami M^e Georges Sarotte, membre du Bureau National du M.R.A.P., a été célébré le 27 février, à l'Hôtel Moderne, au cours d'une brillante réception.

L'invitation à cette rencontre fraternelle avait été lancée par un grand nombre de personnalités :

MM. Léon Lyon-Caen, premier président honoraire de la Cour de Cassation, président du M.R.A.P.; Allard, maire du 10^e arrondissement; Robert Attuly, conseiller honoraire à la Cour de Cassation; Clément Baudoin, conseiller municipal du 10^e; Elie Bloncourt, ancien député; Florimond Bonte, député; Félix Brun, président de l'A.R.A.C.; Octave Charlot, président de la Famille Antillaise; Dupouy, maire d'Argenteuil; René Georges-Etienne, avocat à la Cour, président de la 10^e section de la Ligue des Droits de l'Homme; Dr. Ginsbourg; Grinspan, avocat à la Cour; Grunbaum-Ballin, président des Amis de l'Abbé Grégoire; Janet, éditeur; Jean-Baptiste, avocat à la Cour; Francis Jourdain, écrivain, président du Secours Populaire Français; Emile Kahn, président de la Ligue des Droits de l'Homme; H. Krziwkoski, président de la 10^e section du M.R.A.P.; Ernest Labrousse, professeur à la Sorbonne; Charles Lederman, avocat à la Cour; le bâtonnier Le Griel (Saint-Etienne); Adrien Le Sueur, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation; Mme Jeanne Levy, professeur à la Faculté de Médecine; MM. Georges Marrane, maire d'Ivry, député; André Mayer, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation; Henri Martel, secrétaire général de la Fédération des Mineurs, député; Emile Merwart, ancien gouverneur de la France d'Outre-Mer; Georges Minar, commerçant; Yves Montel, avocat à la Cour; Odet-Denys, président du Comité de la France d'Outre-Mer; Char-

les Palant, secrétaire général du M.R.A.P.; Pierre Paraf, écrivain; Henri Raynaud, secrétaire de la C.G.T.; Jean Schaefer, directeur du « Peuple », secrétaire de la C.G.T.; Dr. Zuckman.

Avocat, militant antiraciste, combattant de toutes les justes causes, Georges Sarotte a d'innombrables amis, qui avaient tenu, ce soir-là, à lui exprimer leur affection, leur admiration ou leur reconnaissance. Aux membres du Bureau National et aux militants du M.R.A.P., s'étaient joints les représentants des diverses organisations auxquelles Georges Sarotte a apporté, au cours de longues années, la contribution de son inlassable dévouement : Ligue des Droits de l'Homme, Association Républicaine des Anciens Combattants, Famille Antillaise, Secours Populaire Français, Fédération des Mineurs (dont il était l'avocat), Comité de la France d'Outre-Mer.

Tour à tour, sous la présidence de notre ami Henri Krziwkoski, MM. René Georges-Etienne, Florimond Bonte, le conseiller Attuly, rendirent à Georges Sarotte, au fil de leurs souvenirs, un hommage où s'exprimaient l'amitié et l'estime.

Le président Léon Lyon-Caen, souffrant, avait adressé un cordial message, que lut Charles Palant.

Après qu'il eut reçu le cadeau offert par tous ses amis : les œuvres complètes de Thomas Raynal, Georges Sarotte remercia, en une brève allocution pleine d'esprit et d'émotion, souhaitant que l'union réalisée autour de lui se renforce encore dans la lutte contre le racisme, pour le progrès et la paix.

Qu'il nous soit permis, à notre tour, de remercier Georges Sarotte pour sa participation si efficace à notre combat, et d'émettre le vœu que, longtemps encore, il milite au service de la justice et de la fraternité des hommes.



Charles Palant donne l'accolade à Georges Sarotte. De gauche à droite : Henri Raynaud, René Georges-Etienne, G. Sarotte, Charles Palant, Henri Krziwkoski, Florimond Bonte, le conseiller Attuly.

Les juifs de Tunisie exaltent l'amitié avec les musulmans

Une délégation composée des présidents des 27 Communautés Israélites de Tunisie, conduite par leur président M^e Charles Haddad et le grand rabbin Meiss Cohen, a été reçue récemment par M. Habib Bourguiba, président du gouvernement tunisien.

Au cours de cette audience, qui s'est déroulée dans une atmosphère cordiale, les délégués ont remis à M. Bourguiba une motion dont voici quelques extraits :

« Les Communautés Israélites de Tunisie, conscientes de ce que l'indépendance de notre pays marque d'espoir dans une vie où chaque citoyen aura droit au bonheur pour lui et sa famille ; convaincus que cette ère nouvelle ne se bâtra que dans la fraternité et la collaboration de toutes les familles spirituelles du pays ; instruites des leçons de l'histoire quant à la cohabitation féconde des musulmans et des juifs, au cours des siècles, sur le sol natal... »

« Invitent les Conseils des Communautés du Royaume à seconder les efforts du gouvernement pour la propagation des principes d'amitié et de confiance réciproques avec tous les habitants du pays ; à faire pénétrer dans les masses juives qui y sont largement portées la connaissance et l'amour des doctrines qui ont présidé à l'indépendance et qui constituent le ferment d'un pays éclairé et démocratique ; »

« Donnent mandat à leurs présidents de promouvoir et faire aboutir cette politique de coopération pour la construction du pays... »

Un bel acte de courage

Le 9 février, à Sallaumines (Nord), un Algérien, M. Amar Belkacen, 51 ans, a été grièvement blessé en se portant au secours d'une fillette, Liliane Declercq.

L'enfant s'était engagée sur la chaussée, quand surgit une voiture. M. Belkacen se précipita vers elle, la ceintura et la repoussa saine et sauve sur le trottoir. Mais il fut accroché par le véhicule et dut être hospitalisé.

Cet acte héroïque méritait d'être signalé, à l'heure où tant de campagnes diffamatoires sont menées contre les travailleurs algériens vivant en France, qu'une certaine presse s'efforce, par tous les moyens, de calomnier, dans l'espoir de justifier la poursuite de la guerre et de la répression.

DES JUIFS ALGERIENS PRENNENT POSITION

Un certain nombre de personnalités algériennes d'origine israélienne ont rendu public le communiqué suivant :

« Algériens d'origine israéliite, nous avons pris connaissance dans la presse française de l'appel du Front de Libération Nationale (F.L.N.) aux Israélites d'Algérie. (1) »

« Touchés par cet appel qui déclare notamment :

« ...Le peuple algérien considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israéliite pour lui demander d'affirmer d'une façon

solennelle son appartenance à la nation algérienne.

« Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenue par le colonialisme français. »

« Nous approuvons son contenu et les perspectives politiques qu'il ouvre. Nous condamnons avec force la politique de reconquête coloniale dite de « pacification ». »

(1) Nous avons reproduit quelques extraits de ce document dans le dernier numéro de notre journal.

ARYENNE, MA SŒUR...

C'est le soir. Une femme fait ses malles. Elle choisit ce qu'elle va emporter. Parfois, elle reprend dans la malle un objet qu'elle remet en place dans la chambre, pour emballer autre chose. Elle hésite longuement à prendre une grande photographie d'homme sur la commode. Finalement elle la laisse. Fatiguée, elle s'assied un instant sur la malle, la tête dans les mains. Puis elle se lève et téléphone.

LA FEMME. — C'est Judith Keith qui parle. C'est vous, docteur? Bonsoir. Je voulais seulement vous prévenir d'avoir à chercher un quatrième au bridge: je pars en voyage... Non, pas bien longtemps, mais ça fera tout de même quelques semaines... Pour Amsterdam... Oui, le printemps doit être bien beau là-bas... J'y ai des amis... Non, au pluriel, même si vous ne le croyez pas... Comment vous jouerez au bridge? Mais voilà quinze jours que nous ne jouons plus!... Naturellement, Fritz était grippé aussi; par ces grands froids, il n'y a pas moyen de bridger, je le disais bien... Mais non, Docteur, comment aurais-je pensé?... Et Thécia avait aussi la visite de sa mère... Je sais... Pourquoi aurais-je pensé une chose pareille?... Non, ce n'est pas si soudain; seulement, je recule depuis longtemps, et maintenant il faut... Oui, il faut aussi abandonner nos projets de cinéma; mes amitiés à Thécia... Peut-être lui téléphonerai-je dimanche. Alors, au revoir... Mais sûrement, bien volontiers. Adieu!

Elle raccroche et compose un autre numéro.

Allo? Pourrais-je parler à Madame Schœck... De la part de Madame Keith... Lotte?... Je voulais te dire au revoir, je pars pour quelque temps... Non, pour rien; seulement pour changer d'horizon... Oui, ce que je voulais te dire, c'est que Fritz a le Professeur à diner mardi prochain, alors si vous pouvez venir, je pars ce soir, comme je te le disais... Oui, mardi... Non je voulais dire, je pars ce soir, ça n'a aucun rapport, et je pensais que vous pourriez venir mardi... Bon, si tu veux, disons alors: bien que je ne sois pas là, c'est ça?... Non, je le sais bien que vous n'êtes pas comme ça; c'est l'époque, et les gens font tellement attention; alors c'est entendu, vous venez?... Si Max peut? Il pourra, va, tu n'as qu'à lui dire que le Professeur sera là... Il faut que je te quitte. Alors au revoir.

Elle raccroche et compose un autre numéro.

C'est toi, Gertrude? Ici, Judith. Excuse-moi de te déranger... Merci. Je voulais te demander de veiller un peu sur Fritz, je vais en voyage pour un mois ou deux... Je pensais, comme tu es sa sœur... Pourquoi ne voudrais-tu pas?... Mais ça n'aura pas l'air de cela, surtout pas pour Fritz... Naturellement, il le sait, que nous ne sommes pas... tellement bien ensemble, mais... Alors il te téléphonera, si tu veux... Oui, je le lui dirai... Tout est à peu près en ordre, mais la maison est un peu lourde... Pour son cabinet de travail, laisse faire Ida, elle sait... Je la trouve très intelligente, et il est habitué à elle... Autre chose, que je te demande de ne pas interpréter de travers, mais il ne cause pas volontiers avant le repas, veux-tu y penser? Je tâchais toujours de me retenir... Je ne tiendrais pas beaucoup à discuter sur ce sujet, vois-tu, mon train part bientôt et je n'ai pas encore fini mes bagages... Veille un peu sur sa garde-robe et rappelle-lui d'aller chez le tailleur, il a commandé un manteau; et prends soin que sa chambre soit bien chauffée, il couche toujours la fenêtre ouverte et le froid

« Grand'peur et misère du III^e Reich », la pièce de Bertolt BRECHT, qui poursuit jusqu'au 17 mars sa brillante carrière au Petit-Marligny, consiste, on le sait, en une série de tableaux dramatiques montrant la cruauté et l'absurdité du régime nazi à ses débuts.

Nous reproduisons ici l'un de ces tableaux, « Aryenne, ma sœur... », tiré des œuvres complètes de B. Brecht (Editions de l'Arche) avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

vient vite... Non, je ne crois pas qu'il doive s'endurcir, mais il faut que je parte... Merci beaucoup, Gertrude, et nous nous écrirons de nouveau, n'est-ce pas? Au revoir.

Elle raccroche et compose un autre numéro.

Anna? C'est Judith ici. Dis-moi, je pars maintenant... Non, il le faut, ça devient trop difficile... Trop difficile!... Oui, non, ce n'est pas Fritz qui le veut, il n'en sait encore rien, j'ai simplement fait mes bagages... Je ne crois pas... Je ne crois pas qu'il y trouve à redire... C'est trop difficile pour lui, simplement sur le plan social... Nous n'en avons pas parlé... Eh bien, mais nous n'avons jamais parlé de cela, jamais... Non, il n'avait pas changé, au contraire... Je voulais vous demander de l'entourer un peu, les premiers temps... Oui, surtout le dimanche, et conseillez-lui de déménager... La maison est trop grande pour lui... J'aurais bien été te dire au revoir, mais tu sais, le concierger... Alors au revoir, non, ne viens pas à la gare, en aucun cas!... Au revoir, j'écrirai une fois ou l'autre... Sûrement.

Elle raccroche.

Elle a fumé. Elle brûle l'agenda où elle a cherché ses numéros de téléphone. Elle se promène de long en large une ou deux fois. Puis elle répète le petit discours qu'elle compte tenir à son mari. On doit se rendre compte qu'il est assis sur un siège déterminé.

Oui, décidément je pars, Fritz. Peut-être suis-je restée trop longtemps, excuse-moi, mais...

Elle s'arrête, réfléchit et recommence.

Fritz, il ne faut plus me garder, tu ne peux plus... Il est évident que je te conduis à ta perte, je sais que tu n'es pas poltron, tu ne crains pas la police, mais il y a pire. Ils ne t'emmèneront pas au camp de concentration, mais demain, peut-être après-demain, ils t'empêcheront d'aller à la clinique. A ce moment-là, tu ne diras rien, mais tu tomberas malade. Je ne veux pas te voir t'asseoir de siège en siège à feuilleter les journaux. Si je pars, c'est pur egoïsme de ma part, rien d'autre. Ne dis rien...

Elle s'arrête de nouveau et recommence.

Ne dis pas que tu n'es pas changé. Tu l'es; la semaine dernière, tu disais que, très objectivement, le pourcentage de savants juifs n'était pas si grand. Ça commence toujours par l'objectivité... et pourquoi me dis-tu toujours que je n'ai jamais montré un tel nationalisme que maintenant? Naturellement. C'est la contagion qui gagne. Oh, Fritz, qu'est-ce qui nous est arrivé...

Elle s'arrête de nouveau et recommence.

Je ne te l'ai pas dit que je voulais partir, que je voulais partir depuis longtemps, parce que je ne peux pas te parler quand je te vois. Fritz, ça me paraît alors une chose tellement inutile, de parler. Tout est écrit, tu le sais bien. Mais qu'est-ce qu'il leur prend? Qu'est-ce qu'ils veulent réellement? Qu'est-ce que je leur fais? Je ne me suis pourtant jamais mêlée de politique? Etais-je pour Thaelmann? Je suis pourtant une de ces femmes de la bourgeoisie qui ont, comme ils disent, leur

mission domestique et cœtera, et maintenant voilà que tout d'un coup les femmes blondes ont seules le droit d'être ça. Ces derniers temps, j'ai souvent réfléchi à ce que tu disais voici des années, qu'il y avait des gens précieux et des gens moins précieux, et que les premiers avaient droit à de l'insuline en cas de diabète et les autres non et cela, je l'avais approuvé, imbécile que j'étais! Maintenant, ils ont fait une nouvelle classification de ce genre, et maintenant j'appartiens à la catégorie sans intérêt. C'est bien fait pour moi.

Elle s'arrête de nouveau et recommence du début.

Oui, je fais mes malles. Ne fais pas comme si tu ne t'étais aperçu de rien ces derniers temps... Fritz, j'admets tout, sauf que nous ne nous regardions pas en face pendant les dernières heures qui nous restent. Cela, ils ne doivent pas l'obtenir de nous, les menteurs, qui forcent tout le monde à mentir. Il y a dix ans, quand les gens disaient qu'on ne voyait pas que j'étais juive, toi, tu t'empressais de dire: si, ça se voit. Et cela me faisait plaisir. C'était net. Pourquoi maintenant tourner autour du pot? Je fais mes malles parce que, sans cela, ils ne te laisseraient pas médecin-chef. Et parce que déjà ils ne te saluent plus dans ta clinique. Et parce que déjà, la nuit, tu ne dors plus. Je ne veux pas que tu me dises de rester. Et je me dépêche, pour ne pas t'entendre me dire de partir. C'est une question de temps. Le caractère, c'est une question de temps. Il tient plus ou moins longtemps, juste comme un gant. Il y en a de bons, qui tiennent longtemps. Mais ils ne tiennent pas toujours. D'ailleurs, je ne suis pas en colère. Si, je le suis. Pourquoi dois-je dire amen à tout? Qu'y a-t-il de mal dans la forme de mon nez ou dans la couleur de mes cheveux? Il me faut quitter ma ville natale, pour qu'ils n'aient pas à me donner du beurre. Mais quelle sorte d'hommes êtes-vous donc, oui, et toi? Vous inventez la théorie des quanta et vous vous laissez mener par des sauvages qui vous promettent de conquérir le monde, mais qui ne vous laissent pas garder la femme que vous voulez. Respiration artificielle et coup de grâce! Vous êtes des monstres ou des flagorneurs de monstres! Oui, bien sûr, je ne suis pas raisonnable, mais en de telles circonstances, à quoi sert la raison? Tu es assis là, tu regardes ta femme faire ses bagages et tu ne dis rien! Les murs ont des oreilles, n'est-ce pas? Mais vous autres ne dites rien. Les uns écoutent les autres se taient. Au diable! Moi aussi, je devrais me taire. Quand je t'aimais, je me taisais. Je t'aime réellement. Donne-moi le linge là-bas. C'est du linge de soie. J'en aurai besoin. J'ai trente-six ans, ce n'est pas un grand âge, mais je ne peux plus faire beaucoup d'expériences. Dans le prochain pays où j'irai, les choses ne devront pas tourner comme ici. Le prochain homme que j'aurai devra avoir le droit de me garder. Et ne me dis pas que tu m'enverras de l'argent, tu sais bien que tu ne le pourras pas. Et ne fais pas non plus comme si cela devait être pour un mois. Ici, les choses dureront plus d'un

mois. Tu le sais, et je le sais aussi. Alors ne me dis pas que finalement il ne s'agit que de quelques semaines, quand tu me donneras le manteau de fourrure dont je n'aurai besoin que l'hiver prochain. Et ne disons pas que c'est un malheur. Disons que c'est une honte. Oh, Fritz!

Elle s'arrête. On entend une porte. Elle s'arrange en hâte. Entre son mari.

LE MARI. — Qu'est-ce que tu fais donc? Tu ranges?

LA FEMME. — Non.

LE MARI. — Des bagages? Pourquoi?

LA FEMME. — Je voudrais partir.

LE MARI. — Qu'est-ce que cela signifie?

LA FEMME. — Nous avons bien envisagé, à l'occasion, que je partirais pour quelque temps. Ça n'est pas si beau, ici.

LE MARI. — Mais ça n'a pas de sens.

LA FEMME. — Il faut donc que je reste?

LE MARI. — Où veux-tu aller?

LA FEMME. — A Amsterdam. Partir, un point c'est tout.

LE MARI. — Mais là-bas, tu ne connais personne?

LA FEMME. — Non.

LE MARI. — Pourquoi donc ne veux-tu pas rester ici? En tout cas, ce n'est pas à cause de moi que tu partirais.

LA FEMME. — Non.

LE MARI. — Tu sais que je n'ai pas changé. Le sais-tu, Judith?

LA FEMME. — Oui.

Il la prend dans ses bras. Ils restent debout sans parler entre les malles.

LE MARI. — Et rien d'autre ne te fait partir?

LA FEMME. — Tu dois le savoir.

LE MARI. — Après tout, ce n'est pas si bête. Tu as besoin d'un coup d'air. Ici on étouffe. J'irai te rechercher. Deux jours après avoir passé la frontière, j'irai déjà mieux.

LA FEMME. — Oui, c'est ce que tu devrais faire.

LE MARI. — Et puis ça, ne durera plus bien longtemps ici. Le bouleversement viendra d'un côté ou de l'autre. Ça commence à élaner comme une inflammation.

LA FEMME. — Sûrement. Tu as rencontré Schœck?

LE MARI. — Oui, c'est-à-dire seulement sur l'escalier. Je crois qu'il regrette déjà d'avoir rompu. Il était positivement embarrassé. A la longue, ils ne peuvent tout de même pas nous abaisser tellement, nous autres intellectuels. Et ils ne peuvent pas non plus faire la guerre avec des carcasses auxquelles il manque la colonne vertébrale. Finalement, les gens ne s'écartent pas si vite, quand on leur fait face énergiquement. A quelle heure est ton train?

LA FEMME. — Neuf heures quinze.

LE MARI. — Et où devrais-je t'envoyer des fonds?

LA FEMME. — Peut-être poste restante à Amsterdam.

LE MARI. — Je me procurerai une autorisation exceptionnelle. Que diable, je ne peux tout de même pas renvoyer ma femme avec dix marks par mois! Cochonnerie que tout cela! Quelle impression atroce.

LA FEMME. — Si tu viens me chercher, cela te fera du bien.

LE MARI. — Lire une fois un journal où il y ait quelque chose!

LA FEMME. — J'ai téléphoné à Gertrude. Elle s'occupera de toi.

LE MARI. — Tout à fait superflu. Pour quelques semaines.

LA FEMME, qui a recommencé à emballer. — Passe-moi donc le manteau de fourrure, veux-tu?

LE MARI, le lui donne. — Finalement, il ne s'agit que de quelques semaines.

UN ENTRETIEN AVEC YVES CIAMPI

(Suite de la page 1)

C'était au ciné-club « Amitié », le ciné-club antiraciste. Malgré ses nombreuses occupations, Yves Ciampi, quelques jours après son retour du Japon, où il venait de tourner « Typhon sur Nagasaki », en avait accepté la présidence.

— J'ai vraiment été entraîné par un sentiment d'amitié pour ce ciné-club et le but qu'il s'est fixé, explique-t-il. Le cinéma peut jouer un rôle primordial dans la lutte antiraciste. Il peut aider les peuples à se connaître et détruire ainsi des ignorances, des préjugés souvent séculaires, qui sont trop fréquemment exploités à des fins politiques.

Lutter contre le racisme, c'est avant tout informer. Il s'agit, par des documents vrais de montrer ce qui se passe dans les autres pays. Il faut que l'on se dise: « Tiens, ces gens qui habitent si loin, ce sont des gens comme nous, ils ont les mêmes sentiments que nous, malgré leurs

coutumes différentes... Je n'aurais pas cru que c'était comme ça... »

Nous avons vu, quelques jours plus tôt, le dernier film d'Yves Ciampi, ce « Typhon sur Nagasaki », où s'exprime justement la préoccupation de faire connaître un pays lointain, le Japon. Non pas un Japon pour touristes, mais un Japon qui vit et travaille, qui souffre et lutte.



Yves Ciampi au ciné-club « Amitié ».

Yves Ciampi nous fait part de son expérience:

— C'est la première fois qu'une co-production est réalisée entre le Japon et un pays européen, nous dit-il. Et il est vrai qu'au début, le tournage a été difficile: les acteurs, comme les techniciens, ont des traditions, des conceptions différentes; il existait même, parfois, un état d'esprit d'hostilité, de méfiance, entre Japonais et Français. Mais les contacts personnels les rencontres, les conversations privées ont permis, rapidement, d'éliminer des frontières qui pouvaient sembler infranchissables.

Pour ma part, ajoute-t-il en souriant, j'ai si bien sympathisé avec ce pays que je vais épouser une Japonaise.

Comme président d'un ciné-club antiraciste, on ne peut faire mieux...

« Soyons des hommes de bonne volonté »

A son retour du Japon et de Chine (où il a passé cinq mois), Yves Ciampi a raconté partout ses découvertes, ouvrant au rapprochement de la France avec les peuples d'Extrême-Orient. Souvent, il n'a suscité qu'une curiosité superficielle.

— Il est très difficile, nous dit-il encore, de percer cette carapace des gens qui ne comprennent pas ou, ce qui est plus grave, qui ne veulent pas comprendre.

Mais il ne renonce pas:

— Si on voulait écouter ceux qui ont voyagé, les frontières disparaîtraient entre les peuples et la paix serait assurée. Tout dépend de nos efforts pour informer, pour rapprocher.

Soyons des hommes de bonne volonté!